

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التجارة

المديرية العامة للرقابة الاقتصادية وقمع الغش

دليل

مفتش قمع الغش

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère du Commerce

DIRECTION GÉNÉRALE DU CONTROLE ECONOMIQUE
ET DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES

GUIDE

de l'Inspecteur de la Répression des Fraudes



MINISTÈRE DU COMMERCE
MINISTRY OF TRADE

وزارة التجارة

وزارة التجارة

MINISTÈRE DU COMMERCE
MINISTRY OF TRADE

وزارة التجارة

وزارة التجارة

DGCERT

DGCERT

RÉPUBLIQUE ALGÉRIENNE DÉMOCRATIQUE ET POPULAIRE

Ministère du Commerce

DIRECTION GÉNÉRALE DU CONTROLE ECONOMIQUE ET DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES



GUIDE DE L'INSPECTEUR DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES

Cité Zerhouni Mokhtar

ex. les Bananiers, Alger

Tél : 021 89 00 74/75

Fax : 021 89 00 34

www.mincommerce.gov.dz

PRÉFACE



La mission de contrôle de la conformité des biens et services, à la charge de notre département ministériel, revêt un caractère important afin de protéger la santé et la sécurité du consommateur et partant assurer le bien être de la population.

Pour mener à bien cette fonction, beaucoup d'efforts ont été déployés en termes de moyens humains et matériels. De même, l'aspect lié à la formation et au perfectionnement des agents de contrôle occupe une place centrale dans les priorités fixées par le secteur.

A ce titre et en matière de mise à niveau des connaissances, le présent guide a été élaboré avec pour objectif d'améliorer la performance et l'efficacité des agents de la répression des fraudes par la clarification et des éclaircissements approfondis des mesures législatives édictées par les dispositions de la loi n°09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes et de ses textes d'application.

Ce document traite des missions, des attributions et des obligations des agents de la répression des fraudes selon les textes législatifs et réglementaires en vigueur, il reprend également toutes les étapes du contrôle de la conformité et de la répression des fraudes, les procédures ainsi que les mesures devant être appliquées ou prises, conformément aux dispositions de la loi sus citée.


Ceci permettra l'uniformisation, à l'échelle nationale, des procédures et des méthodes d'intervention des agents de contrôle exerçant dans le domaine de la protection du consommateur et de la répression des fraudes.

Aussi, ce document a été élaboré afin de faire face aux difficultés rencontrées par les agents de contrôle sur le terrain et en particulier celles ayant trait à l'application des mesures prévues par la loi n° 09-03 sus citée tout en ayant recours aux mêmes procédures et documents pris en application de la loi n° 89-02.

De même, il est attendu à ce que ce guide soit un outil de travail de référence pour les agents de contrôle devant permettre, à l'avenir, aux nouveaux agents, versés au contrôle, une meilleure maîtrise des procédures de contrôle.

Le Ministre du Commerce
Mustafa BENBADA

I- BASE LÉGISLATIVE ET RÉGLEMENTAIRE FIXANT LES POUVOIRS, LES ATTRIBUTIONS ET LES OBLIGATIONS DES AGENTS DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES	7
A - Statut juridique des agents de la répression des fraudes	7
B - Missions et attributions des agents de la répression des fraudes	8
C - Obligations des agents de la répression des fraudes	10
II- PROCÉDURES DE CONTROLE DANS LE CADRE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES	13
A -ÉTAPE DE L'INVESTIGATION ET MESURES ADMINISTRATIVES CONSERVATOIRES	13
A-1.Cas de l'acceptation de se soumettre au contrôle	14
A-1-1. Constat direct	15
• Mesures conservatoires lors du contrôle sur le marché	15
1 - Consignation	16
2 - Retrait temporaire	17
3 - Saisie et retrait définitif des produits	18
4-Changement de destination des produits objet de saisie ou de retrait définitif	19
5 - Réorientation des produits objet de saisie ou de retrait définitif	20
6 - Destruction des produits objet de saisie ou de retrait définitif	20
7 - Suspension temporaire de l'activité	21
• Mesures conservatoires relatives au contrôle aux frontières	23
A-1-2 Contrôle analytique	23
A-2 Cas de refus ou d'opposition au contrôle	29
B -ÉTAPE DE L'ÉLABORATION ADMINISTRATIVE DU DOSSIER DE LA POURSUITE JUDICIAIRE	30
B-1 Formalités administratives à la charge de l'agent de la répression des fraudes et des services de contrôle	31
B-2 Formalités administratives à la charge du service du contentieux	32
C -ÉTAPE DE LA POURSUITE JUDICIAIRE	34
C-1 Procédure de l'amende de transaction	35
C -1-1 Infractions et cas concernés par l'amende de transaction	35
C -1-2 Notification de la mesure de l'amende de transaction	36
C -1-3 Paiement de l'amende de transaction	36
C-2 Procédure des poursuites judiciaires auprès des juridictions.	37



**BASE LÉGISLATIVE ET
RÉGLEMENTAIRE FIXANT
LES POUVOIRS, LES
ATTRIBUTIONS ET LES
OBLIGATIONS DES AGENTS
DE LA RÉPRESSION DES
FRAUDES**

I - BASE LÉGISLATIVE ET RÉGLEMENTAIRE FIXANT LES POUVOIRS, LES ATTRIBUTIONS ET LES OBLIGATIONS DES AGENTS DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES



A- STATUT JURIDIQUE DES AGENTS DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES

Les agents de la répression des fraudes sont des fonctionnaires dotés de quelques prérogatives de police judiciaire conformément aux dispositions de l'article 14 du code de procédure pénale et habilités conformément aux dispositions de l'article 25 de la loi n° 09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et de la répression des fraudes. Leurs missions sont définies par les dispositions du chapitre 2 du décret exécutif n° 09-415 correspondant au 16 décembre 2009 portant statut particulier des agents de l'administration chargée du commerce à l'instar des officiers de police judiciaire. Elles consistent principalement en la recherche et en la constatation des infractions prévues par les dispositions de cette loi.

Ils sont aussi considérés comme auxiliaires de justice compte tenu de la mission spécifiquement judiciaire qui leur a été dévolue. Ils sont tenus, préalablement à l'exercice de leurs fonctions, de prêter serment par devant le tribunal du lieu de leur résidence administrative qui leur délivre une attestation de serment. La mention de serment est portée sur la carte de commission d'emploi conformément à l'article 26 de la loi n° 09-03 du 25 février 2009 suscitée.

Les agents de la répression des fraudes bénéficient d'une protection légale contre toute forme de pression ou de menace de nature à entraver l'accomplissement de leurs missions, conformément à l'article 27 de la loi n° 09-03 du 25 février 2009 précitée ainsi que dans le cadre de l'exercice de leurs fonctions et en cas de besoin peuvent, conformément à l'article 28 de cette loi, solliciter le concours des agents de la force publique qui sont tenus de leur prêter main forte à la première demande.

En outre, les agents de la répression des fraudes peuvent, en cas de nécessité, avoir recours à l'autorité judiciaire territorialement compétente et représentée par le procureur de la république au niveau du tribunal ou le procureur général au niveau de la cour tel que prévu par les procédures en vigueur.



B -MISSIONS ET ATTRIBUTIONS DES AGENTS DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES

Les agents de la répression des fraudes sont chargés de relever les infractions à la loi n° 09-03 du 25 février susmentionnée, conformément aux dispositions de l'article 27 du code de procédure pénale, qui stipule que :

" les fonctionnaires et agents des administrations et services publics auxquels des lois spéciales attribuent certains pouvoirs de police judiciaire, exercent ces pouvoirs dans les conditions et limites fixées par ces lois. Dans l'exercice de leurs attributions de police judiciaire, ils sont soumis aux dispositions de l'article 13 du présent texte".

Dans ce cadre, la mission essentielle des agents chargés de la répression des fraudes consiste à procéder au contrôle de la conformité des produits et services destinés aux consommateurs à titre onéreux ou gratuit et à tous les stades du processus de mise à la consommation, pour rechercher et constater toute infraction susceptible de présenter un risque pour la santé et la sécurité du consommateur et/ou nuire à ses intérêts matériels et de prendre les dispositions réglementaires nécessaires pour sa protection, conformément aux procédures prévues par:

- La loi n° 09-03 du 25 février relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes ;
- Le décret exécutif n° 90-39 du 30 janvier 1990 relative au contrôle de la qualité et à la répression des fraudes modifié et complété ;
- Le décret exécutif n° 05-467 du 10 décembre 2005 fixant les conditions et les modalités de contrôle aux frontières de la conformité des produits importés ;
- Le décret exécutif n° 09-415 du 16 décembre 2009 portant statut particulier des agents de l'administration chargée du commerce.

Dans le cadre de l'exercice de leurs missions, les agents de contrôle disposent des prérogatives suivantes:

- ➔ avoir le libre accès, de jour comme de nuit, y compris les jours fériés, dans les locaux commerciaux, les bureaux, les annexes et les locaux d'expédition ou de stockage et d'une manière générale en tout lieu, à l'exception des locaux à caractère d'habitation qui nécessitent pour leur accès, le respect des dispositions du code de procédure pénal;



- effectuer un contrôle durant le transport des produits ;
- examiner les documents ou auditionner les intervenants concernés à tous les stades de mise à la consommation ;
- consulter tout document technique, administratif, commercial, financier ou comptable, ainsi que tout support magnétique ou informatique et ce en quelques mains où ils se trouvent sans divulguer le secret professionnel et de les saisir en cas de nécessité contre décharge;
- constater directement, sur site, au moyen d'examens visuels ou à l'aide d'instruments de mesure sur tout produit à tous les stades de mise à la consommation et compléter, le cas échéant, par des prélèvements d'échantillons, aux fins d'analyses, de tests ou d'essais ;
- prendre toutes les mesures conservatoires indispensables à l'encontre des produits douteux ou les produits non conformes en vue de la protection de la santé et de la sécurité du consommateur et/ou de ses intérêts matériels à savoir :



DGCERF

- REFUSER, A TITRE TEMPORAIRE OU DÉFINITIF, L'ADMISSION DES PRODUITS IMPORTÉS AUX FRONTIÈRES ;
- CONSIGNER LES MARCHANDISES ;
- RETIRER DÉFINITIVEMENT DES PRODUITS A TOUS LES STADES DE MISE A LA CONSOMMATION ;
- SAISIR OU RETIRER DÉFINITIVEMENT LES PRODUITS;
- ORDONNER LE RAPPEL DES PRODUITS;
- CHANGER LA DESTINATION DES PRODUITS ;
- RÉORIENTER LA DESTINATION DES PRODUITS APRÈS TRANSFORMATION ;
- DÉTRUIRE LES PRODUITS;
- SUSPENDRE TEMPORAIREMENT L'ACTIVITÉ;
- ORDONNER LA RÉEXPORTATION DES PRODUITS.

C - OBLIGATIONS DES AGENTS DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES

Lors de l'exercice de leurs missions, les agents de la répression des fraudes sont soumis à plusieurs obligations, qui sont principalement :



- le respect du secret professionnel ;
- la présentation de la fonction et de la carte de commission ;
- le strict respect des procédures réglementaires régissant le contrôle et la rédaction de procès verbal pour toute mesure prise ;
- le respect des droits de la défense conférés aux personnes soumises au contrôle ;
- le travail durant les jours fériés et en dehors des horaires légaux de travail en cas de nécessité.

Il convient de signaler que les agents de la répression des fraudes sont habilités à constater les infractions liées aux pratiques commerciales, conformément aux dispositions de l'article 49 de la loi n° 04-02 du 23 juin 2004 modifiée et complétée, relative aux règles applicables aux pratiques commerciales.



**PROCÉDURES DE CONTROLE
DANS LE CADRE DE LA
PROTECTION DU**



**CONSOMMATEUR ET DE LA
RÉPRESSION DES FRAUDES**

II- PROCÉDURES DE CONTROLE DANS LE CADRE DE LA PROTECTION DU CONSOMMATEUR ET DE LA RÉPRESSION DES FRAUDES



Les procédures liées à la recherche et au constat des infractions prévues par la loi n°09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes, sont effectuées en trois étapes à savoir :

- A- l'étape de l'investigation et des mesures administratives conservatoires ;
- B- l'étape de l'élaboration du dossier administratif de la poursuite judiciaire ;
- C- l'étape de la poursuite judiciaire.

A- ÉTAPE DE L'INVESTIGATION ET DES MESURES ADMINISTRATIVES CONSERVATOIRES

Préalablement à toute opération de contrôle, d'investigation ou d'ouverture d'enquête, l'agent de contrôle doit être investi de la qualité juridique pour l'exercice de cette mission, il doit avoir une parfaite connaissance de ses attributions, de ses prérogatives ainsi que de ses obligations citées dans l'introduction du présent guide.

L'intervention de l'agent de contrôle doit s'effectuer dans le cadre d'un plan de charge approuvé par sa hiérarchie ou sur ordre verbal ou écrit émanant de ses responsables, il lui est interdit d'agir de sa propre initiative, sauf s'il constate des pratiques de nature à constituer un danger immédiat pour la santé et la sécurité du consommateur. Dans ces cas, il est tenu d'intervenir immédiatement dans le respect total des procédures règlementaires en vigueur et il doit informer d'urgence et par tout moyen, ses responsables.

L'agent de contrôle doit effectuer sa mission dans la sérénité la plus parfaite et le respect des personnes soumises au contrôle, il doit décliner sa fonction, présenter sa carte de commission et agir avec pondération pour éviter de susciter l'emportement de la personne soumise au contrôle.

Au cours de cette étape du contrôle, l'agent peut être confronté à deux situations dues à la réaction de la personne soumise au contrôle, soit d'accepter l'opération de contrôle, **soit de s'opposer et de refuser de s'y soumettre.**

A-1 DANS LE CAS DE L'ACCEPTATION DE SE SOUMETTRE AU CONTROLE

Il convient de suivre par étape, la démarche suivante :

- la consultation et la vérification des documents exigés pour l'exercice de l'activité tels que le registre de commerce, la carte d'artisan, les certificats médicaux des employés, les autorisations préalables, les factures d'achat et de vente, les certificats de conformité etc....;
- l'audition des personnes soumises au contrôle et de leurs employés à l'effet de réunir tous les éléments d'information de nature à permettre l'exécution de la mission dans les meilleures conditions, particulièrement en cas de refus de présentation de documents ou de leur inexistence sur les lieux ou au motif de l'absence du propriétaire des lieux ou le gérant de l'entreprise ;
- la consignation de toutes les informations relatives à l'identité de l'intervenant contrôlé et à l'activité exercée et ce avant d'entamer le contrôle ou l'inspection ;
- la constatation du produit ou du service à contrôler, au moyen d'examen visuels et/ou d'appareils de mesure se trouvant dans la valisette et/ou en effectuant des prélèvements d'échantillons aux fins d'analyses, de tests ou d'essais.

A-1-1 Constat direct

Lors du constat direct du produit ou du service, l'agent de contrôle procède à une vérification approfondie à travers un examen externe et organoleptique des conditions de stockage, de préparation et d'exposition des produits à tous les stades de mise à la consommation, particulièrement, en matière du respect des conditions d'hygiène, des températures de conservation, de la conformité de l'étiquetage et de l'absence d'anomalies apparentes (boite bombée ou rouillée, changement de la couleur, odeur ou saveur anormale), existence du certificat de garantie, etc....



En outre, l'agent de la répression des fraudes à la possibilité, lors des examens visuels, d'utiliser les instruments et les appareils de mesure, étalonnés périodiquement, contenus dans la valisette d'inspection aux fins de tests et d'essais nécessaires, à l'effet de s'assurer de la conformité du produit contrôlé, en matière de la température de conservation, du degré d'acidité, de volume, de poids, de contenance et de la densité ...

En cas de constatation d'infraction par examen visuel et/ou par utilisation des instruments et appareils de mesure, l'agent de contrôle dresse, sur place, un procès verbal de constat établi sur modèle (م.م), sur lequel sont consignées toutes les insuffisances constatées et les infractions correspondantes ainsi que les mesures conservatoires décidées par l'agent de contrôle.

Mesures conservatoires lors du contrôle au niveau du marché

Toutes les mesures énumérées, ci-après, **sont à la charge de l'intervenant défaillant, qui doit supporter les frais engendrés** sans préjudice des poursuites judiciaires après la mise en œuvre de toutes mesures prévues par la réglementation en vigueur.

1- La Consignation

L'agent de la répression des fraudes a recours à cette mesure dans le cas où il constate la non-conformité du produit contrôlé après le constat direct réalisé au moyen d'un examen visuel ou d'instruments et d'appareils de mesure se trouvant dans la valisette de contrôle et ce en vue de sa mise en conformité par l'intervenant concerné.




Cette mesure consiste à inventorier les quantités du produit non conforme selon modèle (م.ج.م) et dresser un procès verbal de retrait du produit de la mise à la consommation aux fins de sa mise en conformité: modèle (م.س.م.ع.و.إ.ق.ض.م). Au retour au bureau, l'agent de contrôle élabore le projet de décision de consignation de produit exposé à la consommation, modèle (م.إ.ض.م) et le soumet à la signature du directeur du commerce de wilaya.

Sont déterminées avec précision, sur la décision, les modalités de mise en conformité du produit, les délais nécessaires à leur accomplissement ainsi que le lieu où se déroulera l'opération de mise en conformité.

Suite à cela, le contrevenant concerné est mis en demeure de procéder à la mise en conformité de son produit dans les conditions et les délais arrêtés dans la décision de consignation dont une copie lui est remise.

Après que les services de contrôle sont informés de la réalisation de l'opération de la mise en conformité ou dès l'expiration des délais fixés pour son accomplissement, l'agent de la répression des fraudes examine le produit, s'assure de la levée de l'infraction, en dresse un procès-verbal de constat, modèle (م.م) sur la base duquel est établi la décision de la levée de la consignation, modèle (م.إ.ر.م) qui sera soumise à la signature du directeur de commerce de wilaya et qui l'adressera au contrevenant concerné.

Dans le cas où l'intervenant concerné n'a pas pris les mesures adéquates à l'effet de lever les causes de non-conformité, dans les délais et selon les modalités requises, une mise en demeure, modèle (م.ع.ض.م), lui est adressée, pour l'inviter à présenter des explications à ce sujet et sur la base desquelles des délais supplémentaires peuvent être accordés pour l'accomplissement de l'opération, selon les modalités convenues, avant la prise des mesures réglementaires correspondantes sanctionnant ce manquement.



Dans le cas où la mise en conformité n'est pas envisageable ou lorsque l'intervenant concerné refuse d'effectuer cette opération, il est demandé au procureur de la république territorialement compétent, une autorisation de saisie du produit concerné modèle (ط.ر.ح.م) en vue du changement de sa destination, de sa réorientation ou de sa destruction.

2- Le retrait temporaire

Il est procédé au retrait temporaire lorsque la conformité du produit contrôlé est suspectée ou en possession d'informations sur la non-conformité liée à la qualité intrinsèque du produit mis à la consommation et ce dans le but de procéder aux vérifications approfondies, qui consistent à effectuer des prélèvements d'échantillons destinés aux analyses, tests et essais ou d'obtenir auprès du détenteur du produit, les documents et données non disponibles pour prouver la conformité du produit. L'agent de contrôle met, alors, sous scellés la quantité du produit incriminé, dresse un procès verbal de retrait temporaire, modèle (م.س.م.م.ع.و.م.), inventorie les quantités concernées, modèle (م.ج.ج) et les met sous la garde de l'intervenant.

Les vérifications sont effectuées dans un délai maximum de sept (07) jours ouvrables. Ce délai peut être prorogé lorsque les conditions techniques de contrôle et d'analyses, tests ou essais l'exigent.

Lorsque la non-conformité du produit objet du retrait temporaire n'a pas été établie, ce retrait est immédiatement levé modèle (ر.ح.ت.م) et la valeur de l'échantillon remboursée à l'intervenant concerné, sur la base de la valeur consignée sur le procès verbal de prélèvement, conformément aux modalités qui seront précisées ultérieurement.

Dans le cas où la non conformité du produit est établie, l'intervenant est informé de la saisie de son produit à l'effet de procéder au changement de sa destination, à sa réorientation ou de sa destruction, un procès verbal en est dressé modèle (م.ج.م) et le procureur de la république territorialement compétent en est immédiatement informé modèle (م.!).

3- La saisie ou le retrait définitif des produits

La saisie ou le retrait définitif sont effectués selon les différents cas de non conformité relevés et interviennent soit après ou sans l'autorisation du procureur de la république. En cas de non autorisation, le procureur de la république doit en être immédiatement informé.

Pour les cas prévus par les dispositions des articles 59 alinéa 03 et 62 de la loi n° 09-03 suscitée, il est procédé à la saisie ou le retrait définitif des produits sans demander l' autorisation préalable de l'autorité judiciaire compétente.

Toutefois, le procureur de la république est informé de l'opération de saisie ou de retrait définitif, dès l'achèvement des procédures réglementaires nécessaires, modèle (م.ح.!). Il s'agit des cas où :



- les produits pour lesquels les analyses, tests ou essais ont prouvé la non-conformité des échantillons prélevés ;
- les produits reconnus falsifiés, corrompus, toxiques ou périmés ;
- les produits reconnus impropres à la consommation ;
- les produits détenus sans motifs légitimes et susceptibles d'être utilisés à des fins de falsification ;
- les produits dont la contrefaçon a été prononcée par décision judiciaire définitive ;
- les objets ou appareils propres à effectuer des falsifications.

Outre la saisie ou le retrait définitif des quantités du produit opéré dans les cas cités ci-dessus, au niveau des locaux commerciaux et des dépôts de l'intervenant concerné, ce dernier est tenu de procéder, à ses frais, au rappel du produit incriminé, là où il se trouve modèle (م.!).

Par ailleurs, dans le cas où le produit objet de la saisie ou de retrait définitif constitue un danger pour la santé et la sécurité des consommateurs, les services chargés de la protection du consommateur sont tenus d'en informer les consommateurs par tout moyen.



Dans les autres cas et principalement lorsque les produits non conformes ont fait l'objet d'une mesure de consignation et que leur mise en conformité n'est pas possible ou refusée par l'intervenant concerné, la saisie est subordonnée à l'obtention de l'autorisation préalable du procureur de la république territorialement compétent, modèle (م.ظ.ر.ج.م).

Pour les produits saisis ou retirés définitivement et dont la destruction ne peut s'effectuer sur place, il sera procédé à leur scellé à l'aide de cire rouge et à la rédaction d'un procès verbal selon le cas pour la saisie modèle (م.ح.م), pour le retrait définitif : modèle (م.س.ن.م.ع.و.ا.) ainsi qu'à leur inventaire modèle (ج.م.م). Ces produits seront placés sous la garde de l'intervenant concerné qui sera informé ultérieurement des références du procès verbal modèle (ت.م.م). Le procureur de la république territorialement compétent en est immédiatement informé modèle (ا.م.س.ن.م.ع.و.ا.) .

4- Le changement de destination des produits objet de saisie ou de retrait définitif

La mesure consiste à remettre le produit non-conforme et propre à la consommation objet de la saisie ou du retrait définitif à un organisme d'intérêt général pour son utilisation directe et licite.

Cette mesure est mise en œuvre par décision de l'autorité administrative représentée par le directeur du commerce de wilaya modèle (م.ت.ا.), après avoir reçu l'accord de l'organisme d'intérêt général concerné.

Une copie de cette décision sera transmise au contrevenant avec obligation de livrer la quantité de produit saisi ou retiré définitivement aux responsables de l'organisme d'intérêt général désigné contre remise de décharge. Le procureur de la république territorialement compétent en est immédiatement informé, modèle (ا.ت.ا.)

5- La réorientation des produits objet de saisie ou de retrait définitif

La mesure est matérialisée par la remise du produit non-conforme et propre à la consommation objet de la saisie ou du retrait définitif, à un organisme spécialisé pour son utilisation licite après sa transformation et ce contre remise de récépissé de dépôt.

Cette mesure est prise sur la base d'une décision signée par le directeur du commerce de wilaya, modèle (ت.!.م) après avoir eu l'accord de l'organisme spécialisé habilité à effectuer la transformation du produit.


Le contrevenant est rendu destinataire d'une copie de cette décision et la quantité du produit objet de saisie ou de retrait définitif est transférée sous sa responsabilité à l'organisme spécialisé contre remise du récépissé de dépôt.

L'organisme spécialisé conserve le produit de la rétrocession jusqu'à ce que l'instance judiciaire se prononce sur sa destination.

Le procureur de la république territorialement en est immédiatement informé (ت.!.!)

6- La destruction des produits objet de saisie ou de retrait définitif

Les agents de la répression des fraudes, l'administration chargée de la protection du consommateur ou l'instance judiciaire habilitée prononce la destruction de tout produit saisi ou retiré définitivement dont le changement de destination ou la réorientation n'a pu être effectué, conformément aux mesures sus énoncées, ceci doit être exécuté sur la base d'un procès verbal de destruction rédigé surplace ou d'une décision signée par le Directeur du Commerce de Wilaya, modèle (!.م) le procureur de la république doit en être immédiatement informé modèle (!.!).



L'opération de destruction est effectuée par les agents de contrôle, après constat de l'infraction sans attendre la décision administrative (ل.م) dans le cas d'une opération de destruction ne demandant pas de mesures spéciales par rapport à sa nature, sa quantité, sa valeur ...etc.

Pour les autres cas, la destruction est réalisée par l'intervenant concerné, en présence des agents de la répression des fraudes, qui dressent un procès verbal de destruction, signé conjointement par les deux parties, modèle (م.ل.م).

En cas de refus par l'intervenant de procéder à la destruction du produit considéré, le procureur de la république territorialement compétent en est immédiatement informé pour statuer sur le cas.

7- La suspension temporaire de l'activité

La mesure de suspension temporaire de l'activité d'un opérateur économique intervient suite à la constatation d'infractions à la loi n° 09-03 précitée, de nature à constituer un danger immédiat pour la santé et la sécurité du consommateur.

Elle ne peut être levée qu'après élimination totale des causes l'ayant motivée.

Il s'agit principalement des infractions liées au non respect des règles d'hygiène, de salubrité et d'innocuité des denrées alimentaires et de l'obligation relative à la sécurité des produits exposés à la consommation. L'intervenant est tenu de lever toutes les insuffisances constatées par les agents de la répression des fraudes, avant d'autoriser la reprise de l'activité (modèle à prévoir).

L'agent de contrôle peut procéder au scellé des équipements de production de l'intervenant concerné suite à la constatation d'infractions pouvant présenter un danger imminent sur la santé et la sécurité du consommateur et doit impérativement prendre, selon les cas, toute mesure conservatoire citée ci-dessus, concernant les produits objet de l'infraction et ce conformément aux procédures appropriées.

Dès son retour au bureau et à l'effet de compléter la procédure administrative relative à la proposition de la suspension temporaire de l'activité, l'agent de contrôle rédige un rapport et un projet d'arrêté modèle (ق.ت.م.ن) qui sera transmis à Monsieur le Wali pour signature. L'arrêté signé est transmis aux services concernés (gendarmerie nationale, sûreté nationale) pour notification au contrevenant.

La brigade de contrôle ayant élaboré le dossier et proposé la mesure de suspension temporaire est chargée du suivi de l'exécution de la mesure arrêtée. Elle est chargée aussi de s'assurer que les insuffisances et les infractions ont été levées, de l'élaboration d'un rapport à cet effet et de suivre la même procédure citée auparavant pour permettre à l'intervenant concerné de reprendre son activité, modèle (ق.ا.ن).

Dans le cas de la non cessation d'activité par l'intervenant après la signature de l'arrêté précité par le wali et sa transmission aux services concernés pour notification, la brigade de contrôle chargée du dossier ouvre une enquête et élabore un rapport qui sera transmis à monsieur le wali dans le cas de la non transmission de notification au concerné par la suspension de l'activité ou au procureur de la république dans le cas où la notification a été transmise à l'intervenant concerné, accompagné d'un procès verbal d'infraction pour non respect de la mesure de suspension temporaire d'activité.

Remarque

Le procureur de la république territorialement compétent doit être immédiatement informé de tout acte commis par l'intervenant consistant en la vente, la transformation du produit saisi et scellé, retiré temporairement ou définitivement ou consigné. Un dossier de poursuite judiciaire est immédiatement engagé pour l'infraction énoncée et sanctionnée par les dispositions de l'article 79 de la loi n° 09-03 précitée.



Mesures conservatoires au contrôle aux frontières

En absence d'un texte réglementaire fixant les conditions et les modalités d'application de l'article 53 de la loi n° 09-03 précitée, il convient de mettre en œuvre la procédure contenue dans le guide relatif à la conformité des produits aux frontières et élaboré sur la base des dispositions fixées par le décret exécutif n° 05-467 du 10 décembre 2005 fixant les conditions et modalités de contrôle aux frontières de la conformité des produits importés.

A-1-2 Contrôle analytique



Il est procédé à ce type de contrôle après avoir effectué les examens visuels ou l'utilisation d'appareils de mesure de la valisette de contrôle n'ayant pas permis aux agents de contrôle de se prononcer, d'une façon certaine, sur la conformité du produit concerné malgré les doutes probants ou en présence d'informations sur la présomption d'une non conformité de la qualité intrinsèque du produit ou sur instruction pour le soumettre à ce type de contrôle.

Les analyses, tests ou essais sont effectués obligatoirement dans le cadre de la protection du consommateur et de la répression des fraudes au niveau des laboratoires du contrôle de la qualité et de la répression des fraudes ou par des laboratoires agréés à cet effet par le ministère du commerce.



Pour les besoins d'analyses, tests ou essais, les échantillons de produit prélevés doivent être homogènes et représentatifs du lot objet de contrôle. L'agent de contrôle est tenu de respecter ces deux conditions au moment de procéder au prélèvement, il doit réunir toutes les conditions permettant de s'assurer de la non contamination des échantillons au moment de l'opération de prélèvement

et de transport particulièrement ceux destinés aux analyses microbiologiques et de veiller à ce que les échantillons soient acheminés, dans les plus brefs délais possibles, vers le laboratoire.

Il existe deux types de prélèvement d'échantillons en matière de répression des fraudes, un prélèvement de trois (03) échantillons homogènes et représentatifs du lot contrôlé "PO3" qui est le type le plus répandu ou d'un (01) seul échantillon "PO1" dans les cas particuliers tels que les produits périssables en fonction de la nature et du poids élevé du produit, de la faible quantité ou volume de produit, de la valeur élevée du produit ou destiné pour étude.

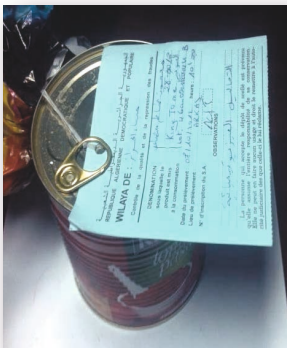


Dans le cas du prélèvement d'échantillons destinés à l'analyse microbiologique, chaque échantillon doit être composé de cinq (05) unités homogènes soit quinze ($5 \times 3 = 15$) unités dans le cas d'un prélèvement "PO3" et cinq (05) unités dans le cas d'un prélèvement "PO1" et ce pour permettre au laboratoire d'effectuer les analyses sur les cinq (05) unités avant de se prononcer sur la conformité du produit soumis au contrôle analytique.

En cas de contrôle physicochimique, le prélèvement d'échantillon qui sera soumis à l'analyse, au test ou essai doit comporter (03) unités homogènes, soit (3x3=9) unités pour le prélèvement « P03 » et trois unités seulement pour le prélèvement « P01 » et ce pour permettre au laboratoire d'effectuer des analyses, tests ou essais sur l'ensemble des échantillons présenté avant de se prononcer sur la conformité du produit analysé.

En ce qui concerne le prélèvement d'échantillon aux fins d'analyse microbiologique, les quantités prélevées n'ont pas été fixées réglementairement. Dans ce cas, de faibles quantités de produit (50-100 g/unité) soit 250 à 500 g par échantillon suffisent pour effectuer les déterminations nécessaires à l'analyse des produits présentés en vrac destinés à la vente au consommateur.

Dans le cas de produits préemballés, le prélèvement est représenté par cinq (05) unités préemballées à condition qu'il n'excède pas 5 kg ou 5 litres quelque soit la taille du produit préemballé.



Dans le cadre du prélèvement d'échantillon aux fins d'analyse physico-chimique, les quantités à prélever sont fixées par l'arrêté ministériel du 23 juillet 1995.

Pour le cas du prélèvement de trois (03) échantillons « PO3 », le premier échantillon doit être transmis au laboratoire aux fins d'analyse, de test ou essai, le second est laissé sous la garde de l'intervenant, le troisième doit être conservé au niveau du service de contrôle ayant effectué le prélèvement.

Dans le cas où l'intervenant refuse la garde de l'échantillon, mention en est faite sur le procès verbal de prélèvement d'échantillon et l'échantillon refusé sera conservé avec celui destiné au service de contrôle.

Une étiquette de prélèvement composée de deux parties détachables est collée à l'aide de cire rouge cachetée sur chaque unité prélevée. Les deux parties peuvent être rapprochées ultérieurement (modèle E1, E2, E3).

Une partie de l'étiquette est retirée lors du transfert de l'échantillon vers le laboratoire, l'autre partie n'est retirée qu'au niveau de cette structure après vérification du cachet de cire.

L'agent de contrôle est tenu de noter, avec précision sur la case correspondante se trouvant sur l'étiquette de prélèvement, les analyses, tests ou essais nécessaires au contrôle analytique permettant d'orienter les techniciens de laboratoire dans leurs analyses.

L'étiquette scellée à l'échantillon à l'aide du cachet de cire, placée sous la garde de l'intervenant ne doit pas comporter le numéro d'enregistrement administratif du service.





Un procès verbal est rédigé sur place par l'agent de contrôle, après prélèvement des échantillons conformément au modèle (01.ع.م) dans le cas d'un seul prélèvement et modèle (03.ع.م) en cas de trois (03) prélèvements, un récépissé de prélèvement suivant modèle (1.و) est remis à l'intéressé.



La valeur de l'échantillon prélevé est déterminée sur la base de la déclaration du détenteur de la marchandise, le cas échéant selon l'estimation de l'autorité administrative compétente. Cette valeur est mentionnée sur le procès verbal de prélèvement et le récépissé de prélèvement.

Les deux échantillons prélevés sont enregistrés sur le registre tenu à cet effet au niveau des bureaux des services de la répression des fraudes. Ils leurs seront affectés un numéro d'enregistrement administratif qui sera porté sur le procès verbal et les deux parties de l'étiquette de prélèvement. L'un des échantillons prélevés sera acheminé vers le laboratoire, quant au second, il sera conservé au niveau de ces services dans des conditions permettant sa bonne conservation.

Toutefois, si les conditions de conservation de l'échantillon ne sont pas réunies au niveau des locaux des services de la répression des fraudes, les échantillons seront transférés au laboratoire qui sera tenu de prendre toutes les dispositions nécessaires pour leur conservation dans les conditions appropriées

Le laboratoire habilité à effectuer les analyses, tests ou essais dans le cadre de la répression des fraudes est tenu d'utiliser des méthodes officielles d'analyses prévues par la réglementation ou à défaut des méthodes d'analyses reconnues au plan international.

Les résultats d'analyses, tests ou essais ainsi que les méthodes utilisées sont portés sur des bulletins ou rapports avec la nécessité de se prononcer sur la conformité ou la non-conformité du produit.

Dans le cas des mesures conservatoires, si les résultats d'analyses, tests ou essais révèlent la conformité de l'échantillon soumis au laboratoire, il est procédé immédiatement à la main levée du retrait temporaire du produit ou à l'admission temporaire de la cargaison importée modèle (ر.ح.ب.م) et l'intervenant concerné est informé de son droit de demander aux services fiscaux de soustraire la valeur des échantillons prélevés de sa charge fiscale, modèle (ر.ا.ت) à condition de présenter le récépissé de prélèvement en sa possession modèle (ا.و) .

Dans le cas où les résultats d'analyse révèlent la non conformité de l'échantillon, les services de la répression des fraudes engagent les mesures conservatoires selon les cas cités plus haut relatifs à la constatation de la non-conformité du produit.

CONFORME CONFO





A-2 CAS DE REFUS OU D'OPPOSITION AU CONTROLE

A l'effet d'expliciter à l'assujetti au contrôle les motifs de l'intervention et l'informer de sa mission et que toute entrave à celle-ci peut avoir des conséquences négatives pour son activité, l'agent de contrôle doit faire preuve de pédagogie et de sensibilisation en cas d'opposition à l'action de contrôle.

Si l'intervenant, revient sur sa décision de s'opposer ou de refuser le contrôle, la mission de contrôle doit être engagée immédiatement conformément aux procédures définies ci-dessus.

Si l'intervenant persiste dans son refus ou son opposition, l'agent de contrôle demande immédiatement l'assistance des services de sécurité.

Si ces derniers acceptent de prêter main forte à l'agent de contrôle, l'opération de contrôle doit se poursuivre conformément aux procédures préétablies sans pour autant négliger la poursuite de l'assujetti au contrôle pour "opposition ou entrave au contrôle, nonobstant la recherche d'autres infractions permettant de prendre toutes les mesures administratives conservatoires prévues par la réglementation en vigueur afin de dissuader l'intervenant de reproduire de tel comportement.

En cas de refus des services de sécurité d'accompagner l'agent de contrôle pour lui prêter assistance lors de sa mission, il informe immédiatement sa hiérarchie qui saisit les responsables des services de sécurité concernés afin d'intervenir rapidement, si le refus d'assistance persiste, le directeur du commerce doit en informer le procureur de la république et / ou le procureur général territorialement compétent à l'effet de prendre les mesures jugées nécessaires ainsi que la Direction Générale du Contrôle Economique et de la Répression des Fraudes.

B- ETAPE DE L'ELABORATION DU DOSSIER ADMINISTRATIF DE LA POURSUITE JUDICIAIRE

Avant d'engager les procédures administratives permettant d'élaborer le dossier de poursuite judiciaire, il est nécessaire de définir les termes juridiques utilisés pour qualifier les pratiques contraires aux dispositions de la loi n° 09-03 précitée.

L'infraction, définie comme une pratique contraire à un texte réglementaire par les dispositions de l'article 27 du code pénal est divisée en trois types qui sont le crime, le délit et la contravention.

Les sanctions prévues par les dispositions de l'article 5 du code pénal, encourue par **une personne physique** ayant commis les infractions précitées sont définies comme suit :



1- les crimes

- la peine capitale ;
- la prison à perpétuité ;
- de 5 ans à 20 ans de prison.


2- les délits

- plus de 2 mois à 5 ans de prison en plus des cas prévus par la loi ;
- plus de 20 000 DA d'amende.

3- les contraventions

- un jour de prison au moins à 2 mois au plus ;
- 2000 à 20.000 DA d'amende.

S'agissant **d'une personne morale** ayant commis l'infraction, l'amende appliquée varie d'une à cinq (05) fois au maximum de l'amende prévue pour la personne physique et ce conformément aux dispositions de l'article 18 bis du code pénal.



Par rapport aux sanctions correspondantes, les infractions prévues par la loi relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes sont considérées comme crimes, délits ou contraventions.

C'est à ce titre, que les services de la répression des fraudes au moment de la constitution du dossier de poursuite judiciaire, doivent prendre en considération le type d'infraction relevée particulièrement lors de la rédaction du procès verbal et du rapport à transmettre au procureur de la république.

Les formalités qui devront être suivies lors de la constitution du dossier de poursuite judiciaire en matière de protection du consommateur et de répression des fraudes quelque soit les infractions relevées concernées ou pas par l'amende de transaction, se résument comme suit :

B -1 Formalités administratives à la charge de l'agent de la répression des fraudes et des services de contrôle

Seul ou avec un ou plusieurs agents ayant participé à la mission de contrôle, l'agent de la répression des fraudes est chargé d'accomplir toutes les formalités nécessaires à la préparation administrative du dossier de poursuite judiciaire et cela à toutes les étapes du contrôle.

L'agent de la répression des fraudes doit agir dans le respect des textes législatifs liés à chaque procédure, comme il doit, lors de la rédaction du procès verbal ou de tout document composant le dossier de poursuite judiciaire, s'assurer à ce que les documents soient lisibles et ne comportent ni rature, ni surcharge ou rajout.

En plus des formalités précitées, l'agent de la répression des fraudes, à chaque étape de l'action de contrôle et en fonction des cas rencontrés, est chargé de procéder :

- à un enregistrement administratif immédiat sur un registre conçu à cet effet, de tous les procès verbaux dressés tout le long des étapes de contrôle (constatation, consignation, retrait temporaire ou définitif, saisie, destruction etc....) ;
- à la convocation de l'intervenant concerné à l'effet de rédiger le procès verbal d'infraction et de l'informer du montant de l'amende de transaction dans le cas où l'infraction est concernée par cette mesure, de consigner ces déclarations sur le procès verbal et cosigné ce dernier modèle (⌘) en prenant, au préalable, toutes les mesures conservatoires liées au dossier ;
- à la consignation de tous les documents liés aux infractions constatées et les mesures prises ;
- à l'inventaire de tous les documents composant le dossier avant sa transmission au service du contentieux ;
- à la transmission par le chef de service du contrôle au service du contentieux du dossier, sous bordereau d'envoi sur lequel tous les documents sont énumérés. Une copie de ce bordereau portant l'accusé de réception est conservé.

B - 2 Formalités administratives à la charge du service du contentieux



Dès la réception du dossier, le service contentieux procède à son examen afin de s'assurer de sa conformité par rapport à la réglementation, en vigueur aussi bien sur le plan de la forme que celui du fond.



AU PLAN DE LA FORME

Il y a lieu de s'assurer :

- ▶ du respect des procédures et des dispositions légales correspondantes ;
- ▶ que le dossier contient tous les documents nécessaires justifiant l'infraction constatée et les mesures prises ;
- ▶ de l'absence de rature et / ou surcharge ou d'ajout sur les procès verbaux ;
- ▶ que les procès verbaux sont signés par l'agent ou les agents de la répression des fraudes concernés et l'intervenant ;
- ▶ de la présence de l'expression « refus de signer » dans la case correspondante au cas où l'intervenant refuse de le faire ou de répondre à la convocation qui lui est adressée à l'effet de participer à la rédaction du procès verbal d'infraction et d'intégrer ces déclarations au procès verbal. Dans le dernier cas une copie de la convocation est versée au dossier.

AU PLAN DU FOND

Il convient de vérifier scrupuleusement :

- ▶ que la nature de l'infraction correspond bien à la sanction correspondante avec un rappel des textes réglementaires correspondants comme indiqué à l'annexe I;
- ▶ l'absence d'insuffisances au niveau des visas, de la qualification et des procédures engagées relatives dans les différents procès verbaux composant le dossier.

Suite à cela et dans la mesure où le service du contentieux conclu à la conformité du dossier par rapport aux procédures réglementaires établies et qu'aucune insuffisance n'a été relevée, il est procédé à l'enregistrement du dossier sur le registre du contentieux et son traitement selon les cas suivants :

- ▶ dans le cas des infractions concernées par l'amende de transaction, il y a lieu d'appliquer les procédures liées à cette amende selon les directives arrêtées plus bas;
- ▶ dans le cas du refus ou du non paiement de l'amende de transaction dans les délais réglementaires et dans les cas qui ne sont pas concernés par cette mesure, il est intégré au dossier les notices A et B relatives aux conclusions des décisions de justice et un rapport de transmission modèle (ت.ا) élaboré par le service du contentieux et soumis à la signature du directeur du commerce et transmis au procureur de la république territorialement compétent.

Si l'examen de dossier par le service du contentieux fait apparaître des insuffisances dans la forme et/ou dans le fond, le dossier est retourné suivant la même procédure au service de contrôle concerné pour correction.

C - ETAPE DE LA POURSUITE JUDICIAIRE



Cette étape commence dès l'enregistrement du dossier sur le registre contentieux côté et paraphé par le président du tribunal territorialement compétent, par le fait et selon les cas, d'engager directement la procédure de l'amende de transaction ou/ et d'envoyer le dossier au procureur de la république.



C-1 Procédure de l'amende de transaction

Le but de cette procédure est de régler à l'amiable le contentieux résultant de certaines infractions édictées par les dispositions de la loi sur la protection du consommateur et de la répression des fraudes et ce à travers l'imposition de l'amende transactionnelle à l'encontre de l'intervenant qui doit la régler dans les conditions et les délais prévus par les dispositions de l'article 92 de la loi n° 09/03 précitée. A ce moment, l'action publique et la poursuite judiciaire sont gelées.

Dans le cas où l'amende de transaction n'est pas payée dans les délais prévus réglementairement, le dossier sera transmis au procureur de la république aux fins de poursuite judiciaire.

C-1-1 Infractions et cas concernés par la transaction

Sont considérées comme infractions soumises à l'amende de transaction, toutes les infractions prévues par les dispositions de la loi 09/03 sus citée à l'exception des cas suivants :

- si l'infraction constatée expose son auteur soit à une sanction autre que pécuniaire, soit à une réparation de dommage causé aux personnes et/ou aux biens ;
- lorsqu'il est relevé plus qu'une infraction dont au moins l'une d'elles à laquelle est appliquée le cas précédent ;
- en cas de récidive comme défini par les dispositions du code pénal notamment l'article 54 alinéa 4 ;
- si l'intervenant refuse la transaction et préfère aller en justice ;
- dans le cas où l'intervenant répond à la convocation de l'agent de contrôle pour assister à la rédaction du procès verbal et refuse de le cosigné ;
- lorsque les procès verbaux sont rédigés par les services collaborateurs sans application de mesures de la transaction prévues réglementairement et que les services du contentieux ne peuvent les mettre en œuvre en raison de l'expiration des délais réglementaires.

C-1-2 Notification de la mesure liée à l'amende de transaction

La notification est faite lors de la rédaction du procès verbal d'infraction, le contrevenant est informé par l'agent de contrôle, sur le montant de l'amende prévue réglementairement, en consultant en sa présence, le tableau des infractions relevées et c'est au contrevenant de prendre la décision d'accepter ou de refuser la transaction, sera portée sur le procès verbal.

Si le procès verbal est établi en l'absence du contrevenant, il en est fait mention sur le procès verbal et les services du contentieux mettent en demeure le contrevenant dans un délai ne dépassent pas les sept (07) jours, de l'obligation de s'acquitter de l'amende de transaction dont le montant sera précisé dans la mise en demeure, modèle (ب.ت.غ.ص) envoyée au contrevenant en recommandé avec accusé de réception.

C-1-3 Paiement de l'amende de transaction

Le montant de l'amende de transaction ne peut faire l'objet d'un recours de la part du contrevenant, pour le revoir à la baisse, dès lors que ce montant est fixé par les dispositions de la loi. Il doit être payé en une seule fois auprès de la recette des impôts du lieu du domicile du contrevenant ou du lieu où l'infraction a été commise et ce dans un délai maximum de trente (30) jours à compter de la date de réception de la mise en demeure.

Dès que les services du contentieux réceptionnent l'avertissement ou le récépissé de paiement de l'amende dans les délais et les conditions supra, l'action publique prend fin.

Par contre, si les services de contrôle et de la répression des fraudes ne reçoivent pas l'avis de paiement de l'amende dans un délai maximum de quarante cinq (45) jours à compter de la date de réception de la notification par l'intervenant, le service du contentieux transmet le dossier aux instances judiciaires territorialement compétentes.



C-2 Procédure de poursuites judiciaires auprès des juridictions

Le service du contentieux est chargé d'engager la poursuite judiciaire. Il commence par transmettre le dossier de l'affaire au procureur de la république territorialement compétent. Il désigne au moins un cadre spécialisé pour suivre les dossiers au niveau des instances judiciaires (tribunal ou cour de justice).

Le cadre désigné à cet effet doit être en contact permanent avec les services des procureurs de la république ou des procureurs généraux selon le cas à l'effet de suivre les dossiers transmis aux instances judiciaires, notamment la prise de connaissance des dates fixées pour les audiences et le retrait des jugements prononcés.

Il appartient au procureur de la république territorialement compétent de déterminer l'issue du dossier et ce à travers la poursuite judiciaire, l'ouverture d'une enquête judiciaire ou le classement du dossier.

Il convient de signaler que les services de la protection du consommateur et de la répression des fraudes ne sont pas partie dans l'affaire qu'ils ont traitée dans le cadre de leurs missions, mais des agents judiciaires chargés de la mission d'officier judiciaire sous l'autorité du procureur de la république.

La présence de l'agent chargé du suivi des dossiers contentieux lié à la protection du consommateur et de la répression des fraudes aux audiences du tribunal, est justifiée par le fait qu'il doit fournir, au juge ou au procureur des informations techniques, permettant de les éclairer, à leur demande, sur le dossier traité.

A ce titre, les services de la répression des fraudes ne peuvent engager un pourvoi en cassation des jugements prononcés sur les dossiers qu'ils ont transmis aux instances judiciaires dès lors que cette action relève des prérogatives du procureur de la république et/ou du procureur général.

Néanmoins, le directeur du commerce peut attirer l'attention du procureur de la république et/ou du procureur général sur la non concordance des jugements prononcés avec les infractions relevées par les agents de la répression des fraudes et ce à l'effet de l'inciter à engager un pourvoi en cassation.

Annexe 1

Tableau récapitulatif de la nature des infractions et les peines définies dans la Loi n° 09-03 du 25 février 2009 relative à la Protection du Consommateur et à la Répression des Fraudes

Infractions		Peines		Peines complémentaires
Nature de l'infraction	Article visé	Peines prévues	Article visé	
1- Tromperie ou tentative de tromperie du consommateur sur la quantité des produits livrés.	11 et 68 de la loi 09-03	Des peines de 02 mois à 03 ans de prison et une Amende allant de 20.000DA à 100.000 DA , ou l'une des deux peines.	429 du code pénal	Confiscation du produit
2- Tromperie ou tentative de tromperie du consommateur sur la livraison de produits autres que ceux déterminés préalablement.				
3- Tromperie ou tentative de tromperie du consommateur sur l'aptitude à l'emploi d'un produit.				
4- Tromperie ou tentative de tromperie du consommateur sur les dates ou les durées de validité du produit.				
5- Tromperie ou tentative de tromperie du consommateur sur les résultats escomptés d'un produit.				
6- Tromperie ou tentative de tromperie du consommateur sur les modes d'emploi ou les précautions à prendre pour l'utilisation d'un produit.				
7- Tromperie ou tentative de tromperie du consommateur à l'aide : <ul style="list-style-type: none"> - de poids, mesures et autres instruments faux ou inexacts ; - de procédés à même de fausser les opérations d'analyses, de dosage, de pesage, et de mesurage ou à modifier frauduleusement la composition, le poids ou le volume du produit ; - d'indications ou d'allégations frauduleuses ; - de brochures, circulaires, prospectus, affiches, annonces, étiquettes ou instructions quelconques. 	69 de la loi 09-03	Cinq (05) ans de prison et une amende de 500.000 DA	69 de la loi 09-03	Confiscation du produit

Infractions		Peines		Peines complémentaires
Nature de l'infraction	Article visé	Peines prévues	Article visé	
8- Falsifier tout produit destiné à la consommation ou à l'utilisation humaine ou animale.	70 Alinéa 2 de la loi	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Emprisonnement de 02 à 05 ans et une amende de 20.000 à 100.000 de DA; -Emprisonnement de 05 à 10 ans et une amende de 500.000 à 1.000.000 DA 	431 et 432 Code Pénal	confiscation du produit et des appareils
9- Exposer, mettre en vente ou vendre un produit qu'il sait falsifié, corrompu, toxique ou dangereux à l'utilisation humaine ou animale.	70 Alinéa 3			
10- Exposer, mettre en vente ou vendre connaissant leur destination, des substances, instruments, appareils ou tout objet propre à effectuer la falsification de tout produit destiné à l'utilisation humaine ou animale.	70 Alinéa 4	<p>Si le produit aurait causé une maladie ou une incapacité;</p> <ul style="list-style-type: none"> - Emprisonnement de 10 à 20 ans et une amende de 1.000.000 à 2.000.000 DA si le produit a causé soit une maladie incurable, soit une infirmité permanente, - La peine de réclusion criminelle à perpétuité, si le produit a causé le décès d'une ou de plusieurs personnes. 	82 et 83 de la loi 09/03	Confiscation des produits et des appareils.
11- Non respect de l'obligation d'innocuité des denrées alimentaires en matière de spécifications microbiologiques.	71 et 4	Amende de 200.000 à 500.000 DA	71 de la loi 09- 03	Confiscation du produit
12- Non respect de l'obligation d'innocuité des denrées alimentaires en matière de contaminants tolérés.	71 et 5			
13- Non respect d'obligation de salubrité et d'hygiène dans le processus de mise à la consommation.	6 et 72	Amende de 50.000 à 1.000.000 DA	72 de la loi 09- 03	

Infractions		Peines		Peines Complémentaires
Nature de l'infraction	Article visé	Peines prévues	Article visé	
14- Non respect d'obligation d'hygiène et de salubrité des équipements, matériels, outillages et emballages destinés à être mis en contact avec les denrées alimentaires.	7 et 72	Amende de 50.000 à 1.000.000 DA	72 de la loi 09-03	Fermeture administrative
15- Non respect d'obligation de sécurité du produit mis à la consommation en matière d'information du consommateur de : - ses caractéristiques, sa composition, son emballage et ses conditions d'assemblage et d'entretien ; - l'effet du produit sur d'autres produits au cas où l'on peut raisonnablement prévoir l'utilisation du premier avec les seconds ; - sa présentation, son étiquetage, les instructions éventuelles concernant son utilisation et son élimination ainsi que toute autre indication ou information émanant du producteur ; - les catégories de consommateurs se trouvant dans des conditions de risque grave au regard de l'utilisation du produit, en particulier les enfants.	10 et 73	Amende de 200.000 à 500.000 DA	73 de la loi 09-03	Confiscation du produit
16- Falsifier, exposer, mettre en vente ou vendre tout produit falsifié, corrompu, toxique ou ne répondant pas à l'obligation de sécurité.	83 et 10 de la loi 09-03	Amende de 500.000 à 1.000.000DA	83 de la loi 09-03	
17- Non respect d'obligation de contrôle préalable de conformité (autocontrôle avant la mise à la consommation du produit).	12 et 74	Amende de 50.000 à 500.000 DA	74 de la loi 09-03	
18- Non respect d'obligation de garantie ou d'exécution.	13 et 75	Amende de 100.000 à 500.000 DA	75 de la loi 09-03	Remplacer ou rembourser son prix ou réparer le produit ou modifier la prestation à ses frais.
19- Non respect du droit d'essai du produit au consommateur.	15 et 76	Amende de 50.000 à 100.000 DA	76 de la loi 09-03	

Infractions		Peines		Peines complémentaires
Nature de l'infraction	Article visé	Peines prévues	Article visé	
20- Non respect d'obligation d'exécution du service après vente	16 et 77	Amende de 50.000 à 1.000.000 DA	77 de la Loi 09-03	
21- Non respect d'obligation d'étiquetage du produit mis à la consommation pour défaut de mentions obligatoires sur l'étiquetage.	17 et 78	Amende de 100.000 à 1.000.000DA	78 de la loi 09/03	Confiscation du produit
22- Non respect d'obligation d'étiquetage du produit mis à la consommation pour défaut de mentions obligatoires sur l'étiquetage et/ou le mode d'emploi et /ou le manuel d'utilisation et/ou les conditions de garantie du produit en langue arabe de façon visible, lisible et indélébile.	18 et 78			
23- Non respect d'obligation en matière de crédits à la consommation.	20 et 81	Amende de 500.000 à 1.000.000DA	81 de la loi 09/03	
24- Non respect de la mesure de suspension temporaire d'activité ou vente de produit : -mis sous scellés ; -consigné pour mise de conformité ; -retiré à titre temporaire du processus de mise à la consommation.	79	Emprisonnement de 6 mois à 3 ans et une amende de 500.000 à 2000.000DA ou de l'une de ces peines.	79 et 80 de la loi 09-03	Le montant de la vente des produits est versé au trésor public.
25- Entrave à l'accomplissement des missions de contrôle menées par les agents habilités.	84	Emprisonnement de 2 mois à 2 ans et une amende de 20.000 à 100.000DA	435 du code pénal	

A.S : article sanction;

A.M : article mention;

C.P : Code Pénal;

L.P.C.R.F : Loi n° 09-03 du 25 février 2009 relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes.

Remarque :

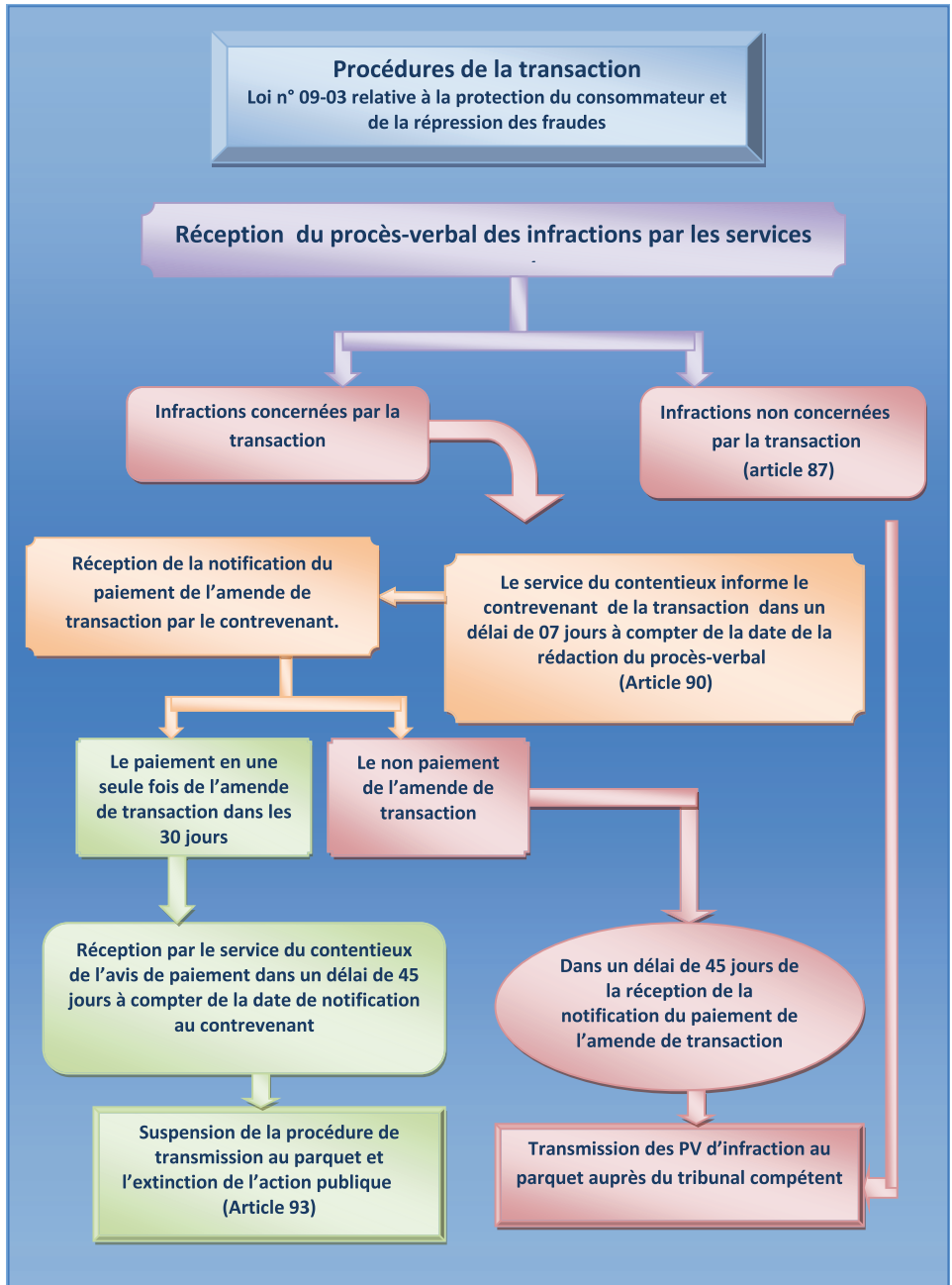
Dans le cas de récidive de l'intervenant incriminé, les amendes sont portées au double et la juridiction compétente prononce la radiation du registre de commerce de l'intervenant incriminé (article 85 de la loi 09/03 citée ci-dessus).

Annexe 2

**Tableau déterminant le montant de l'amende transactionnelle
suivant l'infraction constatée conformément à la loi 09-03 du 25 février 2009
relative à la protection du consommateur et à la répression des fraudes**

Infraction	Article relatif	Montant de l'amende transactionnelle (DA)	Article relatif
Non respect de l'obligation d'innocuité des denrées alimentaires en matière de spécifications microbiologiques.	4 et 71	300.000	88 Loi 09-03
Non respect de l'obligation d'innocuité des denrées en matière de contaminants autorisés.	5 et 71	300.000	
Non respect d'obligation d'hygiène et de salubrité dans le processus de mise à la consommation des denrées alimentaires.	6 et 72	200.000	
Non respect d'obligation d'hygiène et de salubrité en matière d'équipement, matériels et les instruments destinés à être mis en contact des denrées alimentaires.	7 et 72		
Non respect d'obligation de sécurité du produit mis à la consommation.	10 et 73	300.000	
Non respect d'obligation de contrôle préalable de conformité (auto-contrôle avant la mise à la consommation du produit).	12 et 74	300.000	
Non respect d'obligation de garantie ou d'exécution.	13 et 75	300.000	
Non respect du droit d'essai du produit au consommateur.	15 et 76	50.000	
Non respect d'obligation d'exécution du service après vente.	16 et 77	10% du prix du produit acquis	
Non respect d'obligation d'étiquetage du produit mis à la consommation pour défaut de mentions obligatoires sur l'étiquetage	17 et 78	200.000	
Non respect d'obligation d'étiquetage du produit mis à la consommation pour défaut de mentions obligatoires sur l'étiquetage et/ou le mode d'emploi et/ou le manuel d'utilisation et/ou les conditions de garantie du produit en langue arabe de façon visible, lisible et indélébile.	18 et 78		

Annexe 3



الملحق 3



الملحق 2

جدول يحدد مبلغ غرامة الصلح حسب المخالفة المرتكبة في القانون رقم
03-09 المؤرخ في 25 فبراير 2009 المتعلق بحماية المستهلك وقمع الغش

المادة المحددة لها	مبلغ غرامة الصلح المفروضة (دج)	المادة المحددة لها	المخالفة
88 من القانون 03-09	300.000	4 و71	عدم إحترام إلزامية سلامة المواد الغذائية في مجال الخصائص الميكروبيولوجية.
	300.000	5 و71	عدم إحترام إلزامية سلامة المواد الغذائية في مجال الملوثات المسموح بها.
	200.000	6 و72	عدم إحترام إلزامية النظافة والنظافة الصحية خلال عملية وضع الأغذية للإستهلاك.
		7 و72	عدم إحترام إلزامية النظافة والنظافة الصحية في مجال المواد والتجهيزات والعتاد المخصصين لملازمة المواد الغذائية.
	300.000	10 و73	عدم إحترام إلزامية أمن المنتج الموضوع للإستهلاك.
	300.000	12 و74	عدم إحترام إلزامية رقابة المطابقة المسبقة (المراقبة الذاتية قبل وضع المنتج للإستهلاك).
	300.000	13 و75	عدم إحترام إلزامية الضمان أو تنفيذه.
	50.000	15 و76	عدم إحترام إلزامية تحريم المنتج عند طلب المستهلك لذلك.
	10 % من ثمن المنتج المقتني	16 و77	عدم إحترام إلزامية تنفيذ الخدمة ما بعد البيع.
	200.000	17 و78	عدم إحترام إلزامية وسم المنتج الموضوع للإستهلاك لغياب بيانات إجبارية للوسم.
18 و78		عدم إحترام إلزامية وسم المنتج الموضوع للإستهلاك بسبب عدم تحرير بيانات الوسم و/أو طريقة الإستخدام و/أو دليل الإستعمال و/أو شروط الضمان باللغة العربية وبطريقة مرئية ومقروءة ومتعذر محوها.	

العقوبات التكميلية	العقوبات		المخالفات	
	ع.م.م	تعيين العقوبة	ع.م.م	تعيين المخالفة
	77 ق.ح.م. ق.غ.	غرامة من 50.000 إلى 1.000.000 دج.	77 و 16	20. عدم إحترام إلزامية تنفيذ الخدمة ما بعد البيع.
مصادرة المنتج.	78 ق.ح.م. ق.غ.	غرامة من 100.000 إلى 1.000.000 دج.	78 و 17	21. عدم إحترام إلزامية وسم المنتج الموضوع للاستهلاك لغياب بيانات إجبارية للوسم.
			78 و 18	22. عدم إحترام إلزامية وسم المنتج الموضوع للاستهلاك بسبب عدم تحرير بيانات الوسم و/أو طريقة الإستخدام و/أو دليل الإستعمال و/أو شروط الضمان باللغة العربية وبطريقة مرئية ومقروءة ومتعدر محوها.
	81 ق.ح.م. ق.غ.	غرامة من 500.000 إلى 1.000.000 دج.	81 و 20	23. عدم إحترام الإلتزامات المتعلقة بعروض قرض الإستهلاك.
تدخل المبالغ المحصلة من البيع للخزينة العمومية.	79 و 80 ق.ح.م. ق.غ.	الحبس من 6 أشهر إلى 3 سنوات و غرامة من 500.000 إلى 2.000.000 دج أو يأحدى هاتين العقوبتين.	79	24. عدم إحترام إجراء التوقيف المؤقت للنشاط أو بيع منتج : • مشمع؛ • مودع لضبط المطابقة؛ • مسحوب مؤقت من عملية العرض للاستهلاك.
	435 ق.ع	الحبس من شهرين إلى سنتين و بغرامة من 100.000 إلى 20.000 دج.	84	25. عرقلة إتمام مهام المراقبة التي يجرها الأعوان المؤهلين قانونا.

م.م.ع: المادة المنصوص عليها

ق.ع: قانون العقوبات

ق.ح.م.ق.غ: قانون حماية المستهلك و قمع الغش

ملاحظة :

إذا كان المخالف في حالة عود، تضاعف الغرامات و يجوز للمحكمة أن تعلن شطب المخالف من القيد في السجل التجاري (المادة 85 من القانون رقم 09-03 المذكور أعلاه).

العقوبات التكميلية	العقوبات		المخالفات	
	ع.م.م	العقوبة المنصوص عليها	ع.م.م	تعيين المخالفة
التوقيف المؤقت للنشاط	72 ق.ح م.ق.غ	غرامة من 50.000 إلى 1.000.000 دج.	7 و 72	14. عدم إحترام إلزامية النظافة والنظافة الصحية في مجال المواد والتجهيزات والعتاد المخصصة للملامسة المواد الغذائية.
مصادرة المنتج والتجهيزات المستخدمة في الغش.	73 ق.ح.م. ق.غ	غرامة من 200.000 إلى 500.000 دج.	73 و 10	15. عدم إحترام إلزامية أمن المنتج الموضوع للإستهلاك من حيث إعلام المستهلك ب: - مميزاته وتركيبته وتغليفه وشروط تجميعه وصيانته ؛ - تأثير المنتج على المنتجات الأخرى عند توقع استعماله مع هذه المنتجات ؛ - عرض المنتج و اسمه و التعليمات المحتملة الخاصة باستعماله و إتلافه و كذا كل الإرشادات أو المعلومات الصادرة عن المنتج؛ - فئات المستهلكين المعرضين لخطر جسيم نتيجة استعمال المنتج خاصة الأطفال.
	83 من ق ح.م.ق غ.	غرامة من 500.000 إلى 1.000.000 دج	10 و 83 من ق.ح م.ق.غ	16. غش أو عرض أو وضع للبيع أو بيع منتج مزور أو فاسد أو سام أو لا يستجيب لإلزامية الأمن أو يلحق بالمستهلك مرضاً أو ضرراً .
	74 ق.ح.م. ق.غ	غرامة من 50.000 إلى 500.000 دج.	74 و 12	17. عدم إحترام إلزامية رقابة المطابقة المسبقة (المراقبة الذاتية قبل وضع المنتج للإستهلاك).
استبدال المنتج أو إرجاع ثمنه أو تصليحه أو تعديل الخدمة على نفقته.	75 ق.ح.م. ق.غ	غرامة من 100.000 إلى 500.000 دج.	75 و 13	18. عدم إحترام إلزامية الضمان أو تنفيذه.
	76 ق.ح.م. ق.غ	غرامة 50.000 إلى 100.000 دج.	76 و 15	19. عدم إحترام إلزامية تجريب المنتج عند طلب المستهلك لذلك.

العقوبات التكاملية	العقوبات		المخالفات	
	م.م.ع	العقوبة المنصوص عليها	م.م.ع	تعيين المخالفة
مصادرة المنتوج والأدوات.	431 و 432 ق.ع و82	- الحبس من سنتين إلى خمس سنوات و غرامة من 20.000 إلى 100.000 دج - إذا ألحق المنتوج مرضاً أو عجزاً، الحبس من خمس (05) سنوات إلى عشر سنوات (10) و غرامة من 500.000 إلى 1.000.000 دج؛ - إذا تسبب المنتوج في مرض غير قابل للشفاء أو في فقدان إستعمال عضو أو في الإصابة بعاهة مستديمة، الحبس من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة و غرامة من 1.000.000 إلى 2.000.000 دج؛ - إذا تسبب المنتوج في وفاة شخص أو عدة أشخاص السجن المؤبد.	70 الفقرة 2	8. تزوير المنتوجات الموجهة للاستهلاك أو للاستعمال البشري أو الحيواني.
			70 الفقرة 3	9. عرض أو وضع للبيع أو بيع منتوج للاستعمال البشري أو الحيواني و هو يعلم بأنه مزوراً أو فاسداً أو ساماً أو خطيراً.
مصادرة المنتوجات والأدوات.	ق.ح.م. ق.غ. و83	في الإصابة بعاهة مستديمة، الحبس من عشر (10) سنوات إلى عشرين (20) سنة و غرامة من 1.000.000 إلى 2.000.000 دج؛ - إذا تسبب المنتوج في وفاة شخص أو عدة أشخاص السجن المؤبد.	70 الفقرة 4	10. عرض أو وضع للبيع أو بيع، مع العلم بوجهتها، لمواد أو أدوات أو أجهزة أو كل مادة خاصة من شأنها أن تؤدي إلى تزوير أي منتوج موجه للاستعمال البشري أو الحيواني.
مصادرة المنتوج.	71 ق.ح.م.	غرامة من 200.000 إلى 500.000 دج.	4 و 71	11. عدم إحترام إلزامية سلامة المواد الغذائية في مجال الخصائص الميكروبيولوجية.
مصادرة المنتوج.	ق.غ.	500.000 دج.	5 و 71	12. عدم إحترام إلزامية سلامة المواد الغذائية في مجال الملوثات المسموح بها.
التوقيف المؤقت للنشاط.	72 ق.ح. م.ق.غ.	غرامة من 50.000 إلى 1.000.000 دج.	6 و 72	13. عدم إحترام إلزامية النظافة والنظافة الصحية خلال عملية وضع الأغذية للاستهلاك.

الملحق 1

جدول يلخص طبيعة المخالفات والعقوبات المقررة في القانون رقم 09-03 المؤرخ

في 25 فبراير 2009 المتعلق بحماية المستهلك وقمع الغش

العقوبات التكميلية	العقوبات		المخالفات	
	ع.م.م	العقوبة المنصوص عليها	ع.م.م	تعيين المخالفة
مصادرة المنتوج.	429 من ق.ع	الحبس من شهرين إلى ثلاثة سنوات و غرامة من 20.000 إلى 100.000 دج أو إحدى هاتين العقوبتين.	68 و 11	1. خداع أو محاولة خداع المستهلك حول كمية المنتجات المسلمة.
				2. خداع أو محاولة خداع المستهلك حول تسليم منتجات غير تلك المعينة مسبقاً.
				3. خداع أو محاولة خداع المستهلك حول قابلية إستعمال المنتج.
				4. خداع أو محاولة خداع المستهلك حول تاريخ أو مدة صلاحية المنتج.
				5. خداع أو محاولة خداع المستهلك حول النتائج المنتظرة من المنتج.
				6. خداع أو محاولة خداع المستهلك حول طرق إستعمال أو الإحتياطات اللازمة لإستعمال المنتوج.
مصادرة المنتوج.	69 من ق.ح.م.م ق.ع	خمسة سنوات (05) حبسا و غرامة قدرها 500.000 دج.	69 من ق.ح.م.م ق.ع	7. خداع أو محاولة خداع المستهلك باستعمال: - الوزن أو الكيل أو بأدوات مزورة أو غير مطابقة؛ - طرق ترمي إلى التغليب في عمليات التحليل أو المقدار أو الوزن أو الكيل أو التغيير عن طريق الغش في تركيب أو وزن أو حجم المنتج ؛ - إشارات أو ادعاءات تدليسية؛ - كتيبات أو منشورات أو النشرات أو المعلقات أو إعلانات أو بطاقات أو أية تعليمات أخرى.

ج-2 إجراءات المتابعة على مستوى المحاكم

تتكفل بهذه المهمة مصلحة المنازعات وتبدأ بمجرد إحالة الملف على وكيل الجمهورية المختص إقليمياً، حيث يُعين على الأقل، إطار مختص لمتابعة الملفات على مستوى كل هيئة قضائية (محكمة أو مجلس قضائي).

يجب على الإطار المعين لمتابعة ملفات المتابعات القضائية سواءً على مستوى المحاكم أو المجالس القضائية أن يكون على إتصال دائم بمصالح وكلاء الجمهورية والنيابة العامة، حسب مستوى التقاضي، لمتابعة الملفات المحالة على الهيئات القضائية، لا سيما معرفة تواريخ الجلسات المخصصة لها والحصول على الأحكام الصادرة بشأنها.

يفصل وكيل الجمهورية في مصير الملف عن طريق إما الشروع في المتابعة القضائية أو فتح تحقيق قضائي أو حفظ الملف.

إن مصالح حماية المستهلك وقمع الغش ليست طرفاً في القضايا المتعلقة بالمخالفات التي يقومون بمعاينتها في إطار القيام بمهامهم، بل هم أعوان قضائيين يقومون بمهام الضبطية القضائية تحت سلطة وكيل الجمهورية.

وبالتالي، فإن حضور الإطار المكلف بمتابعة الملفات الخاصة بالمخالفات المتعلقة بحماية المستهلك وقمع الغش لجلسات المحاكمة، يكون بغرض تقديم توضيحات تقنية بطلب من القاضي أو النيابة.

من هذا المنطلق، فإن مصالح حماية المستهلك وقمع الغش لا يحق لها الطعن في الأحكام الصادرة بخصوص القضايا التي تقوم بتحويلها على الهيئات القضائية كون ذلك من صلاحيات النيابة (وكيل الجمهورية أو النائب العام).

في حين يمكن لمدير التجارة لفت إنتباه وكيل الجمهورية و/أو النائب العام إلى عدم تناسب الأحكام الصادرة مع العقوبات المنصوص عليها قانوناً بخصوص المخالفات المرفوعة من طرف أعوان قمع الغش لحتته على الطعن فيها.

ج-1-2 تبليغ إجراء غرامة الصلح

يتم هذا الإجراء أثناء عملية تحرير محضر المخالفة، حيث يبلغ عون المراقبة المخالف، بمبلغ غرامة الصلح المحدد قانوناً بالرجوع للمخالفة (ات) المعاينة (الملحق رقم 2) وبحضوره والذي يمكنه أن يقبل أو يرفض تسديدها مع تدوين ذلك على المحضر.

أما إذا حُرر المحضر في غياب المخالف، يُذكر ذلك على المحضر ويُنذر المخالف من طرف مصلحة المنازعات، في أجل لا يتعدى سبعة (7) أيام ابتداءً من تاريخ تحرير المحضر، بأنه ملزم بدفع غرامة الصلح الذي يحدد مبلغها على الإنذار "نموذج (إ.ت.غ.ص)" والذي يرسل للمخالف ببرقية موصى عليها مع إشعار بإستلام.

ج-1-3 تخليص غرامة الصلح

إن مبلغ غرامة الصلح المبلغ للمخالف غير قابل للطعن قصد تخفيضه كونه محدد قانوناً، كما يجب أن يُدفع مرة واحدة لدى قابض الضرائب لمكان إقامة المخالف أو مكان ارتكاب المخالفة وذلك في أجل أقصاه 30 ثلاثين يوماً التي تلي تاريخ إستلام إنذار التبليغ بمبلغ غرامة الصلح من طرف المخالف.

عند إستلام مصلحة المنازعات لإشعار أو وصل بتسديد الغرامة من طرف المخالف في الأجل والشروط المحددة أعلاه، تنقضي الدعوى العمومية ويحفظ الملف.

أما في حالة عدم إستلام مصالح المراقبة وقمع الغش لإشعار بتسديد غرامة الصلح في أجل أقصاه خمسة وأربعين (45) يوماً، ابتداءً من تاريخ وصول الإنذار للمخالف، ترسل مصلحة المنازعات الملف إلى الجهة القضائية المختصة إقليمياً.

ج-1 إجراءات غرامة الصلح

الهدف من هذه الإجراءات هو التسوية الودية لملفات المنازعات بسبب بعض المخالفات المنصوص عليها في أحكام قانون حماية المستهلك وقمع الغش وذلك عن طريق فرض غرامة صلح على مرتكب المخالفة الذي يقوم بتسديدها في الأجل وفقاً للشروط بالشروط المحددة في أحكام المادة 92 من القانون رقم 03-09 المذكور أعلاه، والتي بموجبها تنقضي الدعوى العمومية وتوقف المتابعة القضائية.

أما في حالة عدم تسديد غرامة الصلح في الأجل المحددة قانوناً، يُرسل الملف إلى السيد وكيل الجمهورية قصد المتابعة القضائية.

ج-1-1 المخالفات والحالات المعنية بغرامة الصلح

تتمثل المخالفات المعنية بغرامة الصلح في كل المخالفات المنصوص عليها في أحكام القانون رقم 03-09 المذكور أعلاه باستثناء الحالات التالية:

- ⦿ إذا كانت المخالفة المسجلة تعرض مرتكبها إما إلى عقوبة أخرى غير العقوبة المالية أو ينجر عنها تعويض ضرر مسبب للأشخاص أو الممتلكات؛
- ⦿ تسجيل أكثر من مخالفة، واحدة منها على الأقل تنطبق عليها الحالة الأولى؛
- ⦿ حالة العود كما هي معرفة في أحكام قانون العقوبات لاسيما المادة 54 مكرر 4 منه؛
- ⦿ لما يرفض المخالف قبول غرامة الصلح ويفضل صراحة اللجوء إلى العدالة؛
- ⦿ عندما يستجيب المخالف لإستدعاء أعوان المراقبة لحضور تحرير محضر المخالفة ويرفض التوقيع عليه؛
- ⦿ المحاضر المحررة من طرف المصالح المساعدة دون تطبيق إجراءات الصلح المنصوص عليها قانوناً وعدم إمكانية القيام بها من طرف مصالح المنازعات عند تجاوز الأجل القانونية.

﴿ متابعة إجراءات غرامة الصلح وفقاً للخطوات المحددة أدناه، في حالة المخالفات المعنية بهذه الإجراءات؛

﴿ في حالتي رفض أو عدم تسديد غرامة الصلح في الآجال المحددة قانوناً وكذا في الحالات التي لا تطبق فيها إجراءات غرامة الصلح، يُدرج في الملف الكشفيين "أ" و"ب" الخاصين بنتائج الأحكام القضائية وتقوم هذه المصلحة بإعداد تقرير إرسال إلى وكيل الجمهورية "نموذج (ت.إ)" وعرضه على إمضاء المدير الولائي للتجارة قبل إحالته على وكيل الجمهورية المختص إقليمياً.

أما إذا إتّضح خلال فحص الملف من طرف مصلحة المنازعات إحتوائه على نقائص من حيث الشكل و/أو من حيث المضمون، يتم إرجاعه وبنفس الإجراءات إلى مصلحة المراقبة لإتخاذ الإجراءات القانونية المناسبة وإعادته إلى مصلحة المنازعات.

ج- مرحلة المتابعة القضائية



تبدأ هذه المرحلة بمجرد تسجيل الملف في سجل المنازعات المرقم والمؤشر عليه من قبل رئيس المحكمة المختص إقليمياً وفقاً للإجراءات المعمول بها ثم إما مباشرة إجراءات غرامة الصلح أو إرسال الملف إلى وكيل الجمهورية وذلك حسب الحالة.

من حيث الشكل

يجب التأكد من :

- ◀ إحترام الإجراءات والتدابير القانونية المناسبة ؛
- ◀ إحتواء الملف على كل الوثائق الضرورية لإثبات المخالفة المعايينة والإجراءات المتخذة ؛
- ◀ عدم وجود شطب أو حشو أو إضافة على المحاضر؛
- ◀ إمضاء كل المحاضر من طرف عون أو أعوان قمع الغش المعنيين وكذا المتدخل المعني ؛
- ◀ وجود عبارة "رفض الإمضاء" في الخانة المخصصة لذلك في حالة رفض المتدخل المعني الإمضاء أو عبارة "في غياب المعني" في حالة إستدعائه وعدم حضوره لتحرير محضر المخالفة وإدراج أقواله فيه مع ضرورة إدراج نسخة من الاستدعاء في الحالة الأخيرة.

من حيث المضمون

الحرص على:

- ◀ التكييف الجيد لطبيعة المخالفة والعقوبات المطبقة عليها وذكر النصوص القانونية المناسبة وفقاً للملحق المرفق (ملحق رقم 1) ؛
 - ◀ عدم وجود تناقض في الحثيات والمعاينات والإجراءات المتخذة المذكورة في مختلف المحاضر والوثائق المدرجة في الملف.
- عقب ذلك، وإذا تبين لمصلحة المنازعات بأن الملف مطابق للإجراءات القانونية المعمول بها ولا يلاحظ فيه أي نقص، يسجل الملف في سجل المنازعات ويتم حسب الحالة :

- التسجيل الإداري وفي حينه، على السجلات المخصصة لذلك، لكل المحاضر المحررة خلال مختلف مراحل المراقبة المشار إليها أعلاه (المعاينة، الإيداع، السحب المؤقت أو النهائي، الحجز، الإتلاف...إلخ)؛
- إستدعاء المتدخل المعني لتحرير محضر المخالفة وتبليغه بمبلغ غرامة الصلح إذا كانت المخالفة معنية بهذا الإجراء وإدراج أقواله فيه وإمضائه معه "نموذج (م)" وذلك بعد الإنتهاء من التدابير التحفظية المتعلقة بالملف؛
- إدراج كل الوثائق الإثباتية للمخالفات المعاينة والإجراءات المتخذة؛
- جرد كل الوثائق المكونة للملف قبل إحالته على مصلحة المنازعات؛
- تحويل الملف من طرف رئيس مصلحة المراقبة على مصلحة المنازعات بموجب جدول إرسال تجرد عليه كل الوثائق المتضمنة في الملف ويحتفظ بنسخة منه مختومة من طرف مسؤول المصلحة المستقبلية.

ب-2 الإجراءات الإدارية التي تقع على عاتق مصلحة المنازعات



بمجرد إستلامها للملف، تتكفل هذه المصلحة بفحص الملف للتأكد من مطابقته لكل الإجراءات القانونية المعمول بها من حيث الشكل والمضمون.

إن المخالفات المنصوص عليها في أحكام قانون حماية المستهلك وقمع الغش وبالنظر إلى العقوبات المقابلة لها، يمكن أن توصف على أنها جنایات أو جنح أو مخالفات.

وعليه، يستوجب على مصالح قمع الغش عند إعداد ملفات المتابعة القضائية، أن تأخذ بعين الإعتبار نوع المخالفة أو الجريمة المعالجة خصوصاً عند تحرير المحضر وتقرير الإرسال إلى وكيل الجمهورية.

ويمكن تلخيص الإجراءات الواجب إتباعها عند إعداد ملف المتابعة القضائية في مجال حماية المستهلك وقمع الغش، سواءً كانت المخالفات المعالجة معنية بغرامة الصلح أم لا فيما يلي:

ب-1 الإجراءات الإدارية التي تقع على عاتق عون قمع الغش ومصلحة المراقبة

يتكفل عون قمع الغش، سواءً كان بمفرده أو مع العون أو الأعوان الذين تكفلوا بمهمة المراقبة، بالقيام بكل الإجراءات اللازمة للإعداد الإداري لملف المتابعة القضائية وذلك خلال كافة مراحل الرقابة والتدابير الإدارية التحفظية المذكورة أعلاه.

حيث يلتزم عون قمع الغش بإحترام النصوص القانونية الخاصة بكل إجراء، كما يستوجب عليه عند تحرير أي محضر أو وثيقة تدرج في الملف، الكتابة بخط واضح دون شطب أو حشو أو إضافة.

إضافة إلى الإجراءات التي تم التطرق إليها أعلاه، خلال كل مرحلة من مراحل ممارسة الرقابة والإجراءات الإدارية التحفظية، حسب كل حالة، يقوم عون قمع الغش بـ:

ب- مرحلة الإعداد الإداري لملف المتابعة القضائية

قبل الخوض في الإجراءات الإدارية التي يستوجب على مصالح قمع الغش إتباعها عند إعداد ملفات المتابعات القضائية، فإنه من الضروري التعريف ببعض المصطلحات القانونية المستعملة في وصف الممارسات والأعمال المخالفة لأحكام القانون رقم 09-03 المذكور أعلاه.

طبقاً لأحكام المادة 27 من قانون العقوبات، تصنف "الجريمة" وهي الممارسة أو العمل المخالف لنص قانوني (يقابلها في النص المترجم باللغة الفرنسية l'infraction)، إلى ثلاثة أنواع هي، الجنايات والجنح والمخالفات.

كما حددت أحكام المادة 5 من قانون العقوبات، العقوبات الأصلية التي تطبق على مرتكبي كل نوع من الجرائم المذكورة أعلاه لما يكونوا أشخاص طبيعيين كالتالي:

1- الجنايات

- الإعدام؛
- السجن المؤبد؛
- السجن المؤقت لمدة تتراوح بين خمس سنوات و عشرين (20) سنة.

2- الجنح

- الحبس لمدة تفوق شهرين إلى خمس سنوات ما عدا الحالات التي يقرر فيها القانون حدوداً أخرى؛
- الغرامة التي تتجاوز 20.000 دج.

3- المخالفات

- الحبس من يوم واحد على الأقل إلى شهرين على الأكثر؛
- الغرامة من 2.000 دج إلى 20.000 دج.



أما عندما يكون مرتكب الجريمة هو شخص معنوي، فقد نصت أحكام المادة 18 مكرر من قانون العقوبات على أن تكون الغرامة المطبقة عليه، تساوي من مرة (1) إلى خمس (5) مرات الحد الأقصى للغرامة المقررة للشخص الطبيعي في القانون الذي يعاقب على الجريمة.

أ-2 في حالة معارضة المراقبة ورفضها

في هذه الحالة يحاول عون الرقابة تهدئة الخاضع للمراقبة بطريقة مهذبة وإعلامه بأنه في مهمة عادية وأن عدم السماح له بإنجاز مهمته سيعود بالضرر على نشاطه، فإذا تراجع عن قراره، تتم مباشرة عملية المراقبة وفقاً للإجراءات المذكورة أعلاه، أما إذا تمسك بموقفه، فإنه يستوجب على عون المراقبة الإنسحاب في هدوء وطلب مساعدة مصالح الأمن المختصة فوراً.

في حالة تجاوب مصالح الأمن مع طلب عون الرقابة وتنقلها معه، تتم مواصلة عملية المراقبة وفق الإجراءات المعمول بها دون الإخلال بمتابعة الخاضع للمراقبة بمخالفة "معارضة أو عرقلة المراقبة" وذلك بغض النظر عن الكشف عن مخالفات أخرى من عدمه مع إتخاذ كل الإجراءات الإدارية التحفظية المنصوص عليها قانوناً لردع مثل هذه التصرفات.


أما عندما ترفض مصالح الأمن مرافقة عون المراقبة لمساعدته في أداء مهامه، يقوم هذا الأخير فوراً بإبلاغ مسؤوليه المباشرين الذين يستوجب عليهم الإتصال فوراً بمسؤولي مصالح الأمن لإعلامهم بالقضية وطلب التدخل الفوري، فإذا كانت هنالك إستجابة، تُواصل عملية المراقبة وفي حالة الرفض، يستوجب على مدير التجارة إبلاغ السيد وكيل الجمهورية و/أو السيد النائب العام المختصين إقليمياً لإتخاذ الإجراءات التي يرونها مناسبة مع ضرورة إعلام المديرية العامة للرقابة الإقتصادية وقمع الغش بمثل هذه الحالات.

غير أنه إذا كان لابد من توفير شروط خاصة للمحافظة على العينة غير متوفرة لدى مقرات مصالح قمع الغش، تحول العينتين إلى المخبر، حيث يستوجب أن يتخذ مسؤولو هذا الأخير كل التدابير اللازمة لحسن المحافظة عليهما.

يتعين على المخبر المؤهل لإجراء التحاليل أو الاختبارات أو التجارب في إطار قمع الغش، إستعمال المناهج الرسمية المحددة عن طريق التنظيم وفي حالة عدم وجودها، تستعمل المناهج المعترف بها على المستوى الدولي.

تدون نتائج التحاليل أو الإختبارات أو التجارب والمناهج المستعملة على كشوفات أو تقارير مع ضرورة الفصل في مطابقة المنتج من عدمه.

إذا أثبتت نتائج التحاليل أو الإختبارات أو التجارب مطابقة العينة المفحوصة في المخبر، يتم فوراً رفع اليد على السحب المؤقت للمنتج أو الدخول المؤقت للحمولة المستوردة "نموذج (ر.ج.ت.م)" في حالة وجود هذا الإجراء التحفظي وكذا إشعار المتدخل المعني بحقه في طلب التخفيض الجبائي أمام مصالح الضرائب بقيمة العينات المقتطعة "نموذج (ر.إ.ت)" مع ضرورة تقديم وصل الإقتطاع الذي بحوزته "نموذج (و.إ.)".

<p>تلجأ مصالح قمع الغش إلى إتخاذ الإجراءات التحفظية حسب الحالات المذكورة أعلاه عند الكشف عن عدم مطابقة منتج عن طريق المعاينة المباشرة.</p>	
--	---

في حالة رفض المتدخل الاحتفاظ بالعينه التي تترك لديه، يدون ذلك على محضر اقتطاع العينات ويحتفظ بها مع تلك الخاصة بمصالح الرقابة.

تلتصق على كل عينة بطاقة تعريف تتكون من جزئين يمكن فصلهما وتقريبهما في وقت لاحق "نماذج (E1, E2, E3)" ويتم ختمها بالشمع الأحمر، حيث تنزع القسيمة عند تحويل العينة للمخبر أما الأرومة المثبتة بالشمع الأحمر فلا تنزع إلا في المخبر بعد فحص الختم.

يستوجب على عون الرقابة أن يوضح وبدقة، على الخانة المناسبة الموجودة على بطاقة الاقتطاع، التحاليل أو الإختبارات أو التجارب المطلوبة للتأكد من مطابقة المنتج الخاضع للمراقبة وذلك بهدف توجيه تقنيي المخبر وتمكينهم من إنجاز العمل المطلوب على أحسن وجه.

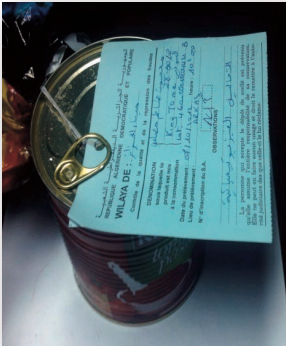
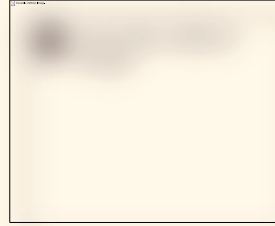
يجب أن تظل قسيمة البطاقة المختومة على العينة التي تترك تحت حراسة المتدخل المعني دون تدوين رقم تسجيل المصلحة الإدارية عليها.



أما في حالة التحاليل أو الإختبارات أو التجارب في إطار المراقبة من الناحية الفيزيوكيميائية، فيجب أن تتضمن كل عينة مقتطعة ثلاث (03) وحدات متجانسة أي تسعة (9=3X3) وحدات في حالة إقتطاع "PO3" وثلاث (03) وحدات في حالة إقتطاع "PO1" وذلك لتمكين المخبر من إجراء التحاليل أو الإختبارات، ثلاث (03) مرات قبل الفصل في مطابقة المنتج الذي يتم فحصه.

بالنسبة للكميات المقتطعة، فهي غير محددة قانوناً في حالة الإقتطاع قصد التحاليل الميكروبيولوجية، في حين أن كمية قليلة (ما بين 50غ إلى 100غ لكل وحدة أي 250غ إلى 500غ لكل عينة) تكفي لإجراء التحاليل في هذا المجال في حالة كون المنتج غير موضب في رزم مقسم موجه للبيع للمستهلك.

أما في حالة المنتجات التي تكون فيها وحدات البيع موضبة في رزم مقسم، فيتم إقتطاع خمس وحدات لتكوين كل عينة وذلك مهما كان وزن أو حجم وحدة البيع على أن لا يتجاوز على التوالي 5 كلغ أو 5 لتر.



أما بخصوص كمية المنتجات الواجب إقتطاعها والتي تحول إلى المخبر قصد التحليل الفيزيوكيميائي، فإنها محددة في القرار الوزاري المؤرخ في 23 جويلية 1995 .

في حالة إقتطاع ثلاث عينات "PO3"، ترسل عينة إلى المخبر قصد التحاليل أو الإختبارات أو التجارب، أما العينتين المتبقيتين فتترك إحداهما لدى المتدخل المعني ويحتفظ بالأخرى لدى مصالح المراقبة التي قامت بالاقطاع .



يجب أن تكون العينات المقتطعة قصد إجراء التحاليل أو الإختبارات أو التجارب متجانسة وممثلة للحصة موضوع المراقبة، حيث يستوجب على عون المراقبة أن يراعي هذين الشرطين عند القيام بعملية الإقتطاع

بالإضافة إلى ضرورة توفير كل الشروط التي من شأنها أن لا تؤدي إلى تلوث العينات أثناء عملية الإقتطاع و النقل، خصوصاً تلك الموجهة للتحاليل الميكروبيولوجية وأن يتم إيصال العينات إلى المخبر في أقرب وقت ممكن.

يوجد نوعان من إقتطاع العينات في مجال قمع الغش، فإما إقتطاع ثلاثة (3) عينات متجانسة وممثلة للحصة المراقبة "PO3" وهو النوع السائد وإما إقتطاع عينة واحدة "PO1" في حالات خاصة، كحالة المنتج السريع التلف أو بالنظر إلى طبيعته أو كبر وزنه أو قلة كميته أو حجمه أو قيمته العالية وكذا إقتطاع العينات في إطار الدراسات التي تنجزها مصالح قمع الغش.



في حالة إقتطاع العينات قصد التحاليل الميكروبيولوجية، يستوجب أن تتضمن كل عينة خمس (05) وحدات متجانسة أي خمسة عشرة (15=5x3) وحدة في حالة إقتطاع "PO3" وخمس (05) وحدات في حالة إقتطاع "PO1" وذلك لتمكين المخبر من إجراء التحاليل أو الإختبارات، خمس (05) مرات قبل الفصل في مطابقة المنتج الذي يتم فحصه.

التدابير التحفظية عند الرقابة على الحدود

في غياب نص تنظيمي يحدد شروط وكيفيات تطبيق أحكام المادة 53 من القانون رقم 03-09 المذكور أعلاه، يتم إتباع تلك المحددة في دليل مراقبة مطابقة المنتجات المستوردة على الحدود وفقاً لأحكام المرسوم التنفيذي رقم 05-467 المؤرخ في 10 ديسمبر 2005 المحدد لشروط مراقبة مطابقة المنتجات المستوردة عبر الحدود وكيفيات ذلك.

أ-1-2 المراقبة التحليلية



يتم اللجوء إلى هذا النوع من المراقبة بعد المعاينة المباشرة بالعين المجردة و/أو باستعمال أدوات وأجهزة القياس الموجودة في حقيبة المراقبة وإن لم يتمكن أعوان الرقابة من الحسم في مطابقة المنتج المراقب رغم وجود شكوك حول مطابقته أو لديهم معلومات حول احتمال عدم مطابقة النوعية الجوهرية للمنتج أو تعليمات لإخضاعه للمراقبة التحليلية.

تجرى التحاليل والاختبارات والتجارب المنجزة في إطار حماية المستهلك وقمع الغش وجوباً على مستوى مخابر مراقبة الجودة وقمع الغش أو مخابر أخرى معتمدة لهذا الغرض من قبل وزارة التجارة.

عند الرجوع إلى المكتب، يتم إستكمال الإجراءات الإدارية المعمول بها والمتمثلة أساساً في إعداد تقرير لإقتراح التوقيف المؤقت للنشاط وتقديم مشروع قرار بذلك يعرض على السيد الوالي للإمضاء "نموذج (ق.ت.م.ن)" وتحويله على المصالح المختصة (الدرك الوطني والأمن الوطني) لتبليغ المخالف.

كما تكلف فرقة المراقبة التي أعدت الملف والتي إقتрحت إجراء التوقيف المؤقت، بمتابعة تنفيذ هذا الإجراء وعند رفع النقائص والمخالفات المعاينة تقوم بإعداد تقرير بذلك وإتباع نفس الإجراءات المذكورة أعلاه للترخيص للمتدخل المعني لمزاولة نشاطه "نموذج (ق.إ.ن)".

أما في حالة عدم التوقف عن النشاط، خصوصاً بعد إمضاء القرار من طرف الوالي وتحويله على المصالح المختصة لتبليغه، تقوم فرقة المراقبة المكلفة بمتابعة الملف بالتحقيق في القضية وإعداد تقرير بذلك يبلغ إلى الوالي في حالة عدم تبليغ المتدخل المعني بقرار التوقيف المؤقت للنشاط وإلى وكيل الجمهورية في حالة تبليغ القرار للمتدخل المعني، في الحالة الأخيرة، يرفق التقرير بمحضر مخالفة عدم الإلتزام بإجراء التوقيف المؤقت للنشاط.

ملاحظة

يترتب عن قيام المتدخل المعني بالتصرف (بيع أو تحويل إلى أي جهة أخرى) في منتج مشمع محجوز، مسحوب مؤقتاً أو نهائياً أو مودع، الإبلاغ الفوري لوكيل الجمهورية وإعداد ملف متابعة قضائية مستعجل بالمخالفة المنصوص والمعاقب عليها بأحكام المادة 79 من القانون رقم 03-09 المذكور أعلاه.



تتم عملية الإتلاف من طرف أعوان الرقابة مباشرة عند معاينة المخالفة دون إنتظار المقرر الإداري(م.إ) إذا كانت عملية الإتلاف لا تستدعي إجراءات خاصة بسبب طبيعتها، كميتها، قيمتها...إلخ.

في الحالات الأخرى، تتم عملية الإتلاف من طرف المتدخل المعني وبحضور أعوان قمع الغش الذين يقومون بتحرير محضر إتلاف ويوقعونه مع المتدخل المعني "نموذج (م.إ.م)".

في حالة رفض المتعامل تنفيذ أمر إتلاف المنتج المعني، يبلغ وكيل الجمهورية المختص إقليمياً للبت في ذلك.

7- التوقيف المؤقت للنشاط

يتم إتخاذ إجراء التوقيف المؤقت لنشاط متعامل إقتصادي عند معاينة مخالفات محددة في القانون رقم 03-09 المذكور أعلاه من شأنها أن تشكل خطراً وشيكاً على صحة وأمن المستهلك وذلك إلى غاية إزالة الأسباب التي أدت إلى اتخاذه.

يتعلق الأمر أساساً بالمخالفات المرتبطة بعدم إحترام إلزامية النظافة والنظافة الصحية للمواد الغذائية وسلامتها وكذا إلزامية أمن المنتجات المعروضة للإستهلاك، حيث ينبغي على المتعامل المتدخل رفع كل النقائص المعانية من طرف عون قمع الغش حتى يسمح له بمزاولة نشاطه (إعادة النظر في النموذج).

يمكن لعون المراقبة تشميع آلات الإنتاج للمتدخل المعني، بمجرد معاينة مخالفة من شأنها أن تشكل خطراً وشيكاً أوالتأكد من أنها تشكل خطراً وشيكاً على صحة وأمن المستهلك، مع إجبارية إتخاذ كل التدابير التحفظية الأخرى المذكورة أعلاه بخصوص المنتجات المعنية بالمخالفة، حسب الحالة، وفقاً للإجراءات المناسبة.

5- إعادة توجيه المنتجات المحجوزة أو المسحوبة نهائياً

يتمثل هذا الإجراء في إرسال المنتج غير المطابق والصالح للإستهلاك، المحجوز أو المسحوب نهائياً، إلى هيئة مختصة تستعمله في غرض شرعي بعد تحويله مقابل وصل إستلام.

يتم إتخاذ هذا الإجراء بمقرر يمضى من قبل المدير الولائي للتجارة "نموذج (م.إ.ت)" بعد موافقة الهيئة المختصة التي ستقوم بتحويل المنتج.

يُبلغ المتدخل المعني بنسخة من هذا المقرر وتُسلم كمية المنتج المحجوزة أو المسحوبة نهائياً تحت مسؤوليته إلى الهيئة المختصة مقابل وصل إستلام.

يحتفظ بعائد التنازل لدى هذه الهيئة حتى تثبت السلطة القضائية في مصيره.

يتم الإعلام الفوري للسيد وكيل الجمهورية بذلك "نموذج (إ.إ.ت)".

6- إتلاف المنتجات المحجوزة أو المسحوبة نهائياً

يُتخذ قرار إتلاف أي منتج غير مطابق محجوز أو مسحوب نهائياً، من طرف أعوان الرقابة أو الإدارة المكلفة بحماية المستهلك أو الجهة القضائية المختصة، بعد التأكد من عدم إمكانية تغيير إتجاهه أو إعادة توجيهه وفقاً للإجراءات المذكورة أعلاه ويتم ذلك بموجب محضر إتلاف في عين المكان أو مقرر يمضى من قبل المدير الولائي للتجارة "نموذج (م.إ.)" مع الإعلام الفوري للسيد وكيل الجمهورية "نموذج (إ.إ.)".

أما في الحالات الأخرى والمتمثلة أساساً، في المنتجات غير المطابقة والتي أُنخذ بشأنها إجراء الإيداع وثبتت عدم إمكانية ضبط مطابقتها أو رفض المتدخل المعني إجراء عملية ضبط المطابقة، فإن إتخاذ إجراء الحجز مرهون وجوباً بطلب رخصة مسبقة من وكيل الجمهورية المختص إقليمياً " نموذج (ط.ر.ح.م)".

إن المنتجات المحجوزة أو المسحوبة نهائياً والتي لا يمكن إتلافها في عين المكان، يجب تسميعها بالشمع الأحمر وتحرير، حسب الحالة، محضر حجز "نموذج (م.ح.م)" أو السحب النهائي للمنتوج "نموذج (م.س.ن.م.ع.و.إ)" وكذا جرد المنتجات المحجوزة أو المسحوبة نهائياً "نموذج (ج.م.م)" وتوضع تحت حراسة المتدخل المعني والذي يُبلغ لاحقاً بمراجع المحضر "نموذج (ت.م.م)" ويتم فوراً، إعلام وكيل الجمهورية المختص إقليمياً بذلك "نموذج (إ.س.ن.م.ع.و.إ)".

4- تغيير إتجاه المنتجات المحجوزة أو المسحوبة نهائياً

يتمثل هذا الإجراء في تسليم المنتج غير المطابق والصالح للإستهلاك، المحجوز أو المسحوب نهائياً، إلى هيئة ذات منفعة عامة لإستعماله في غرض مباشر وشرعي.

يتم إتخاذ هذا الإجراء بقرار من السلطة الإدارية، حيث يتم ذلك بمقرر يمضى من قبل المدير الولائي للتجارة "نموذج (م.ت.إ)" بعد الحصول على موافقة الهيئة المختصة ذات المنفعة العامة المعنية على إستلام المنتج.

يُبلغ المتدخل المعني بنسخة من هذا المقرر وتُسلم كمية المنتج المحجوزة أو المسحوبة نهائياً إلى مسؤولي الهيئة المختصة ذات المنفعة العامة مقابل وصل إستلام. يتم الإعلام الفوري للسيد وكيل الجمهورية بذلك "نموذج (إ.ت.إ)".

3- الحجز أو السحب النهائي للمنتجات

يتم إتخاذ إجراء الحجز أو السحب النهائي بطريقتين مختلفتين وذلك حسب أنواع عدم المطابقة التي يتم الكشف عنها. فإما أن يكون ذلك بعد الحصول على الرخصة المسبقة من وكيل الجمهورية أو دون الحصول على هذه الرخصة، في الحالة الأخيرة، يتم وجوباً، إعلام وكيل الجمهورية بذلك فوراً بعد القيام بعملية الحجز أو السحب النهائي.

ففي الحالات المنصوص عليها في أحكام المادة 59 الفقرة 3 وكذا المادة 62 من القانون رقم 03-09 المذكور أعلاه، يقوم عون قمع الغش بإتخاذ إجراء الحجز أو السحب النهائي للمنتجات دون طلب الرخصة المسبقة من السلطة القضائية المختصة، في حين يجب إعلام وكيل الجمهورية بعملية الحجز أو السحب النهائي فور الإنتهاء من الإجراءات القانونية اللازمة لذلك "نموذج (إ.ح.م)" ويتعلق الأمر بالحالات التالية:



- المنتجات التي تثبت التحاليل أو الإختبارات أو التجارب عدم مطابقة العينات المقطعة منها؛
- المنتجات التي ثبت أنها مزورة أو مغشوشة أو سامة أو التي إنتهت مدة صلاحيتها؛
- المنتجات التي ثبت عدم صلاحيتها للإستهلاك؛
- حيازة المنتجات، دون سبب شرعي، والتي يمكن إستعمالها في التزوير؛
- المنتجات التي تم رفع بشأنها دعاوى قضائية بالتقليد وأصدرت العدالة حكماً نهائياً بالتقليد؛
- الأشياء أو الأجهزة التي تستعمل للقيام بالتزوير.

بالإضافة إلى كمية المنتج التي يتم حجزها أو سحبها نهائياً في الحالات المشار إليها أعلاه على مستوى محلات ومخازن المتدخل المعني، يؤمر هذا الأخير بإسترجاع المنتج أينما وجد "نموذج (أ.إ.م)" مع تحمله لكل المصاريف المترتبة عن ذلك.

كما يستوجب على المصالح المكلفة بحماية المستهلك، إذا كان المنتج المحجوز أو المسحوب نهائياً يشكل خطراً على الصحة والأمن أن تعلم المستهلكين بذلك بكافة الوسائل.

إذا ثبت عدم إمكانية ضبط مطابقة المنتج أو إذا رفض المتدخل المعني إجراء ذلك، يتم طلب رخصة حجز المنتج من وكيل الجمهورية المختص إقليمياً " نموذج (ط.ح.م)"، بغرض تغيير اتجاهه أو إعادة توجيهه أو إتلافه.

2- السحب المؤقت

يتم إتخاذ إجراء السحب المؤقت عند الإشتباه في مطابقة المنتج المراقب أو عند توفر معلومات حول عدم مطابقة النوعية الجوهرية لمنتج معروض للإستهلاك وذلك قصد إجراء التحريات المعمقة، إما عن طريق إقتطاع العينات قصد التحاليل أو الإختبارات أو التجارب أو للحصول على وثائق أو معلومات غير متوفرة لدى حائز المنتج لإثبات مطابقة منتوجه . يقوم عون المراقبة بتشميع كمية المنتج المعني بالمراقبة وتحرير محضر السحب المؤقت "نموذج (م.س.م.م.ع.و.إ)" وجرى الكميات المعنية "نموذج (ج.ج.م)" وتوضع تحت حراسة المتدخل المعني.

يجب أن يجري عون المراقبة أو المخبر التحريات في أجل أقصاه سبعة (7) أيام عمل ويمكن تمديد هذا الأجل عندما تتطلب الشروط التقنية للرقابة والتحليل أو الإختبارات أو التجارب ذلك.

إذا لم يتم إثبات عدم مطابقة المنتج المسحوب مؤقتاً، يُرفع فوراً إجراء السحب المؤقت "نموذج (ر.ح.ب.م)" وتُعوّض للمتدخل المعني، قيمة العينات المقطعة المحددة على محضر الإقتطاع وفقاً للإجراءات التي سيتم التطرق إليها لاحقاً.

أما إذا ثبت عدم مطابقة المنتج المفحوص، يتم إبلاغ المتدخل المعني بحجز منتوجه بغرض تغيير اتجاهه أو إعادة توجيهه أو إتلافه ويحرر محضر بذلك "نموذج (م.ح.م)" ويتم فوراً، إعلام وكيل الجمهورية المختص إقليمياً بذلك "نموذج (إ.ح.م)".

1- الإيداع

يلجأ عون قمع الغش إلى هذا الإجراء لما يتأكد بأن المنتج الذي تم فحصه غير مطابق بعد المعاينة المباشرة، سواءً كان ذلك بالعين المجردة أو باستعمال أدوات أو أجهزة القياس الموجودة في حقيبة المراقبة وذلك لضبط مطابقته من طرف المتدخل المعني.



يتم إتخاذ هذا الإجراء عن طريق جرد كمية المنتج المعني بعدم المطابقة "نموذج (ج.ج.م)" وتحرير محضر سحب المنتج من عملية الوضع للإستهلاك قصد ضبط مطابقته "نموذج (م.س.م.ع.و.إ.ق.ض.م)". عند الرجوع إلى المكتب يتم إعداد مشروع مقرر يتضمن إيداع المنتج المعروض للإستهلاك لضبط مطابقته "نموذج (م.إ.ض.م)" وعرضه على إمضاء المدير الولائي للتجارة.

تحدد بدقة، على المقرر، كفيات ومكان إجراء عملية ضبط المطابقة والأجال اللازمة لذلك.

عقب ذلك، يعذر المخالف المعني لإجراء عملية ضبط المطابقة في الأجال وبالكيفية المحددتين على مقرر الإيداع والذي يبلغ بنسخة منه.

عند إبلاغ مصالح المراقبة بإتمام عملية ضبط المطابقة أو إنقضاء الأجال المحددة لهذه العملية، يقوم أعوان قمع الغش بمعاينة المنتج المعني للتأكد من رفع المخالفات المعاينة وتحرير محضر بذلك "نموذج (م.م)"، يتم على أساسه إعداد مشروع مقرر متضمن الإعلان عن رفع الإيداع "نموذج (م.إ.ر.إ)" وعرضه على إمضاء المدير الولائي للتجارة وتبليغه إلى المتدخل المعني.

في حالة عدم تمكن المتدخل المعني من إتخاذ التدابير الملائمة من أجل إزالة سبب عدم المطابقة، في الأجال والكفيات المحددة لذلك، يوجه للمخالف المعني إعدار بذلك "نموذج (إ.ع.ض.م)" لتقديم تفسيرات التي على أساسها يمكن أن يطلب منه إتمام العملية في آجال محددة إضافية وفق الكفيات المتفق عليها قبل إتخاذ الإجراءات القانونية المناسبة.

أ-1-1 المعاينة المباشرة بالعين المجردة

يقوم عون المراقبة عند المعاينة المباشرة للسلعة أو الخدمة بتفتيش دقيق عن طريق الفحص الخارجي و بإستعمال الحواس، لظروف تخزين وتحضير وعرض المنتوجات في جميع مراحل الوضع للاستهلاك، خصوصاً من حيث توفر شروط النظافة، إحترام درجات حرارة الحفظ، مطابقة الوسم و غياب عيوب ظاهرية (انتفاخ، صدأ، تغير اللون، رائحة أو ذوق غير عادي)، وجود شهادات الضمان...إلخ.



كما يمكن لعون قمع الغش، في إطار المراقبة المباشرة، إستعمال أدوات وأجهزة القياس الموجودة في حقيبة المراقبة، والمعايرة دورياً، للقيام بالإختبارات والقياسات المناسبة لإثبات مطابقة المنتج المراقب من حيث درجة حرارة الحفظ، درجة الحموضة، الحجم، الوزن، السعة، الكثافة...إلخ.

عند معاينة أي مخالفة بالعين المجردة و/أو بإستعمال أدوات وأجهزة القياس، يقوم عون المراقبة بتحرير محضر معاينة "نموذج (م.م)" في عين المكان، تدون فيه بدقة النقائص المعاينة والمخالفة (ات) المقابلة لها والتدابير التحفظية التي قرر عون المراقبة إتخاذها.

التدابير التحفظية عند المراقبة على مستوى السوق

كل التدابير التي سيتم سردها أدناه، تكون على عاتق المتدخل المقصر الذي يتحمل كل المصاريف المترتبة عنها دون الإخلال بالمتابعة القضائية بعد إتمام كل الإجراءات المنصوص عليها في التنظيم.

يجب أن تكون تدخلات أعوان الرقابة عند إنجاز المهام المنوطة بهم في هدوء تام وفي إحترام للخاضعين للمراقبة، بحيث يستوجب على عون المراقبة أن يقدم وظيفته مع إظهار بطاقة التفويض بالعمل وأن يتسم بالجدية والرزانة لتفادي كل ما من شأنه أن يثير مشاعر أو غضب المتدخل الخاضع للرقابة.

عند هذه المرحلة من المراقبة، يصادف عون قمع الغش حالتين مختلفتين كرد فعل للخاضع للمراقبة، إما قبول عملية المراقبة وإما معارضتها ورفضها.

أ-1 في حالة القبول بإجراء المراقبة

يتم إتباع الإجراءات التالية بالتدرج:

- ④ فحص الوثائق القانونية المطلوبة لممارسة النشاط المراقب كالسجل التجاري، بطاقة الحرفي، الشهادات الطبية للمستخدمين، الرخص المسبقة، فواتير الشراء، شهادات المطابقة... إلخ؛
- ④ إستجواب المتدخلين المعنيين والعمال التابعين لهم، للحصول على كل المعلومات التي تساعد على إنجاز المهمة في أحسن الظروف، خصوصاً عند رفض تقديم الوثائق أو عدم وجودها في المحل أو بحجة غياب صاحب المحل أو مسير المؤسسة؛
- ④ تدوين كل المعلومات المتعلقة بهوية المتعامل المراقب والنشاط الممارس وذلك قبل مباشرة عملية المراقبة والتفتيش؛
- ④ معاينة الخدمة أو السلعة المعنية بالمراقبة والتي تتم بالمعاينة المباشرة بالعين المجردة و/أو بإستعمال أدوات وأجهزة القياس الموجودة في حقيبة المراقبة و/أو إقتطاع العينات لغرض التحاليل، الإختبارات أو التجارب.

II - إجراءات المراقبة في إطار حماية المستهلك وقمع الغش



تتم إجراءات البحث ومعاينة المخالفات التي جاء بها القانون رقم 03-09 المؤرخ في 25 فبراير 2009 والمتعلق بحماية المستهلك وقمع الغش على ثلاث (03) مراحل هي:

- أ - مرحلة التحقيق والإجراءات الإدارية التحفظية؛
- ب - مرحلة الإعداد الإداري لملف المتابعة القضائية؛
- ج - مرحلة المتابعة القضائية.

أمرحلة التحقيق والإجراءات الإدارية التحفظية

قبل مباشرة أي عملية مراقبة أو تفتيش أو فتح أي تحقيق، يجب أن تتوفر في عون الرقابة الصفة القانونية لممارسة هذه المهمة وأن يكون مطلعاً جيداً على المهام المنوطة به وصلاحياته وسلطاته وكذا واجباته والتي تم سردها في مقدمة هذا الدليل.

يقوم عون الرقابة بإنجاز المهمة المحددة المسندة له وفقاً لبرنامج عمل مصادق عليه من طرف مسؤوليه أو بتكليف شفوي أو كتابي منهم ولا يحق له التدخل من تلقاء نفسه إلا في حالة معينته، أثناء القيام بمهامه، لممارسات من شأنها أن تشكل خطراً وشيكاً على صحة وأمن المستهلك. في هذه الحالة يستوجب عليه التدخل فوراً في ظل الاحترام التام للإجراءات القانونية المعمول بها وإعلام مسؤوليه في أسرع وقت ممكن وبكل الوسائل.



إجراءات المراقبة في إطار

حماية المستهلك وقمع الغش



ج- واجبات أعوان قمع الغش

تقع على عاتق أعوان قمع الغش واجبات عديدة يستوجب عليهم الإلتزام بها عند ممارسة مهامهم والتي تتمثل أساساً في:



- احترام السر المهني ؛
- تبيان الوظيفة وإظهار التفويض بالعمل؛
- الإلتزام الصارم بالإجراءات القانونية للرقابة وتحرير محضر بكل إجراء يتم اتخاذه.
- إحترام حقوق الدفاع للخاضعين للمراقبة ؛
- العمل أيام العطل وخارج أوقات العمل الرسمية عند الحاجة؛

تجدر الإشارة إلى أن أعوان قمع الغش مؤهلون وفق أحكام المادة 49 من القانون رقم 02-04 المؤرخ في 23 جوان 2004 الذي يحدد القواعد المطبقة على الممارسات التجارية المعدل والمتمم للكشف عن المخالفات المتعلقة بالممارسات والأنشطة التجارية.


٢ إجراء المراقبة أثناء نقل المنتجات على مستوى الطرقات؛

٣ فحص الوثائق و/أو سماع المتدخلين المعنيين في جميع مراحل وضع المنتج للاستهلاك؛

٤ فحص كل وثيقة تقنية أو إدارية أو تجارية أو مالية أو محاسبية وكذا كل وسيلة مغناطيسية أو معلوماتية في أي يد وجدت ودون أن يحتج إجتاهم بالسر المهني، والقيام بحجزها إذا كان التحقيق يتطلب ذلك مقابل وصل إستلام؛

٥ المعاينة المباشرة بالعين المجردة أو بأجهزة القياس، لكل منتج في جميع مراحل وضعه للاستهلاك، وتكمل عند الاقتضاء، باقتطاع عينات بغرض إجراء التحاليل أو الاختبارات أو التجارب؛

٦ اتخاذ كل التدابير التحفظية الضرورية إزاء المنتجات المشكوك في مطابقتها أو غير المطابقة قصد حماية صحة وسلامة المستهلك و/ أو مصالحه المادية والمتمثلة أساساً في:



DGCERF

- رفض الدخول المؤقت أو النهائي للمنتجات المستوردة عند الحدود؛
- إيداع المنتجات؛
- السحب المؤقت للمنتجات عند مختلف مراحل عملية العرض للاستهلاك؛
- الحجز أو السحب النهائي للمنتجات؛
- الأمر باسترجاع المنتجات؛
- تغيير إجتاه المنتجات؛
- إعادة توجيه المنتجات لإستعمالها بعد التحويل؛
- إتلاف المنتجات؛
- التوقيف المؤقت للنشاط؛
- الأمر بإعادة التصدير.

ب- مهام وصلاحيات أعوان قمع الغش

يكلف أعوان قمع الغش بمعاينة المخالفات المنصوص عليها في أحكام القانون رقم 03-09 المؤرخ في 25 فبراير 2009 المشار إليه أعلاه طبقاً لأحكام المادة 27 من قانون الإجراءات الجزائية والتي تنص على:

" يباشر الموظفون وأعوان الإدارات والمصالح العمومية بعض سلطات الضبط القضائي التي تناط بهم بموجب قوانين خاصة وفق الأوضاع وفي الحدود المبينة بتلك القوانين ويكونون خاضعين في مباشرتهم مهام الضبط القضائي الموكلة إليهم، لأحكام المادة الثالثة عشر من هذا القانون".

في هذا الإطار، تتمثل المهمة الأساسية لأعوان قمع الغش في مراقبة مطابقة المنتوجات والخدمات الموجهة للمستهلك بمقابل أو مجاناً وفي مختلف مراحل عملية وضعها للإستهلاك، قصد البحث ومعاينة المخالفات التي من شأنها أن تشكل خطراً على صحة وأمن المستهلك و/أو أن تلحق ضرراً بمصالحه المادية واتخاذ الإجراءات القانونية المناسبة لحمايته وذلك حسب الإجراءات المنصوص عليها في :

- القانون رقم 03-09 المؤرخ في 25 فبراير 2009 المتعلق بحماية المستهلك وقمع الغش؛
- المرسوم التنفيذي رقم 90-39 المؤرخ في 30 جانفي 1990 المتعلق برقابة الجودة وقمع الغش، المعدل والمتمم؛
- المرسوم التنفيذي رقم 05-467 المؤرخ في 10 ديسمبر 2005 المحدد لشروط مراقبة مطابقة المنتوجات المستوردة عند الحدود وكيفيات ذلك؛
- المرسوم التنفيذي رقم 09-415 المؤرخ في 16 ديسمبر 2009 المتضمن القانون الأساسي الخاص المطبق على العمال المنتمين إلى الأسلاك الخاصة بالإدارة المكلفة بالتجارة.

في إطار ممارسة مهامهم، يتمتع أعوان الرقابة بالصلاحيات التالية :

- حرية الدخول نهاراً أو ليلاً، بما في ذلك أيام العطل، إلى المحلات التجارية والمكاتب والملحقات ومحلات الشحن والتخزين وبصفة عامة إلى أي مكان، باستثناء المحلات ذات الإستعمال السكني التي يتم الدخول إليها طبقاً لأحكام قانون الإجراءات الجزائية؛

I- الأساس القانوني والتنظيمي المحدد

لسلطات، مهام و واجبات أعوان قمع الغش



أ. الصفة القانونية لأعوان قمع الغش

يعتبر أعوان قمع الغش من الموظفين المنوط بهم قانوناً بعض مهام الضبط القضائي وفقاً لأحكام المادة 14 من قانون الإجراءات الجزائية، حيث تم تأهيلهم بموجب أحكام المادة 25 من القانون رقم 03-09 المؤرخ في 25 فبراير 2009 المتعلق بحماية المستهلك و قمع الغش. حددت مهامهم في أحكام الباب الثاني من المرسوم التنفيذي رقم 09-415 المؤرخ في 16 ديسمبر 2009 المتضمن القانون الأساسي الخاص المطبق على العمال المنتمين إلى الأسلاك الخاصة بالإدارة المكلفة بالتجارة، على غرار ضباط الشرطة القضائية، للبحث و معاينة مخالفات أحكام هذا القانون.

كما يعتبر أعوان قمع الغش من المساعدين القضائيين، حيث تخول لهم مهمة قضائية بحثية، إذ أنهم ملزمون قبل مباشرة مهامهم بأداء اليمين أمام محكمة إقامتهم الإدارية والتي تسلم إشهاد بذلك. يوضع هذا الأخير على بطاقة التفويض بالعمل وذلك طبقاً لأحكام المادة 26 من القانون رقم 03-09 المؤرخ في 25 فبراير 2009 المذكور أعلاه.

ويتمتع أعوان قمع الغش بموجب أحكام المادة 27 من القانون رقم 03-09 المذكور أعلاه، بالحماية القانونية من جميع أشكال الضغط أو التهديد التي من شأنها أن تشكل عائقاً في أداء مهامهم، كما يمكنهم طبقاً لأحكام المادة 28 من هذا القانون في إطار ممارسة وظائفهم وعند الحاجة، طلب تدخل أعوان القوة العمومية الذين يتعين عليهم مد يد المساعدة عند أول طلب.

كما يمكن لأعوان قمع الغش اللجوء، عند الضرورة، للسلطة القضائية المختصة إقليمياً المتمثلة أساساً في وكيل الجمهورية على مستوى المحكمة و/أو النائب العام على مستوى المجلس القضائي، طبقاً للإجراءات السارية المفعول.



الأساس القانوني و التنظيمي
المحدد لسلطات و مهام
و واجبات أعوان قمع الغش



7

I - الأساس القانوني والتنظيمي المحدد لسلطات ومهام وواجبات أعوان قمع الغش

7

أ- الصفة القانونية لأعوان قمع الغش

8

ب- مهام وصلاحيات أعوان قمع الغش

10

ج- واجبات أعوان قمع الغش

13

II- إجراءات المراقبة في إطار حماية المستهلك و قمع الغش

13

أ- مرحلة التحقيق والإجراءات الإدارية التحفظية

14

أ-1 في حالة القبول بإجراء المراقبة

15

أ-1-1 المعاينة المباشرة بالعين المجردة

15

• التدابير التحفظية عند المراقبة على مستوى السوق

16

1- الإيداع

17

2- السحب المؤقت

18

3- حجز و اسحب نهائي منتجات

19

4- تغيير اتجاه المنتجات المحجوزة أو المسحوبة نهائياً

20

5- إعادة توجيه المنتجات المحجوزة أو المسحوبة نهائياً

20

6- إتلاف المنتجات المحجوزة أو المسحوبة نهائياً

21

7- التوقيف المؤقت للنشاط

23

• التدابير التحفظية عند المراقبة على الحدود

23

أ-1-2 المراقبة التحليلية

29

أ-2 في حالة معارضة المراقبة ورفضها

30

ب- مرحلة الإعداد الإداري لملف المتابعة القضائية

31

ب-1 الإجراءات الإدارية التي تقع على عاتق عون قمع الغش ومصالح الرقابة

32

ب-2 الإجراءات الإدارية التي تقع على عاتق مصلحة المنافعات

34

ج- مرحلة المتابعة القضائية

35

ج-1 إجراءات غرامة الصلح

35

ج-1-1 المخالفات والحالات المعنية بغرامة الصلح

36

ج-1-2 تبليغ إجراء غرامة الصلح

36

ج-1-3 تخليص غرامة الصلح

37

ج-2 إجراءات متابعة الملفات على مستوى المحاكم



تمهيد

تكتسي مهمة رقابة مطابقة السلع والخدمات الموضوعية على عاتق دائرتنا الوزارية، أهمية كبرى في سبيل حماية سلامة وصحة المستهلك وضمان الرفاه للمواطن.



ومن أجل التكفل الجيد بهذه الوظيفة، بذلت مجهودات كبيرة لتوفير الوسائل المادية والبشرية كما يحظى الجانب المتعلق بتكوين وتحسين مستوى أعوان الرقابة بمكانة هامة في أولويات القطاع.

في هذا الإطار وفي مجال رفع مستوى المعرفة والخبرة، أنجز هذا الدليل بهدف تحسين أداء وفعالية أعوان قمع الغش في الميدان من خلال التوضيح والشرح الدقيقين للإجراءات التشريعية المنصوص عليها في أحكام القانون رقم 03-09 المؤرخ في 25 فبراير 2009 والمتعلق بحماية المستهلك وقمع الغش ونصوصه التطبيقية.

تتناول هذه الوثيقة مهام وصلاحيات وواجبات أعوان قمع الغش وفقا للنصوص التشريعية والتنظيمية السارية المفعول كما تتطرق أيضا لجميع مراحل مراقبة المطابقة وقمع الغش والإجراءات الواجب إتخاذها أو القيام بها طبقا لأحكام القانون السالف الذكر.

سيسمح ذلك بتوحيد الإجراءات ومناهج التدخل لدى أعوان الرقابة الناشطين في مجال حماية المستهلك وقمع الغش على المستوى الوطني.

كذلك، تم إعداد هذا الدليل لمواجهة الصعوبات التي تعترض أعوان الرقابة في الميدان، سيما تلك المتعلقة بتطبيق الإجراءات المنصوص عليها في القانون رقم 03-09 السالف الذكر مع اللجوء إلى نفس الإجراءات والوثائق المتخذة طبقا للقانون رقم 02-89.

ينتظر أن يصبح هذا الدليل مستقبلا، وسيلة عمل مرجعية لأعوان الرقابة وكذا تمكين الأعوان الجدد الذين يلتحقون بمهام الرقابة من التحكم الجيد والسريع في الإجراءات الرقابية المعمول بها.

وزير التجارة

مصطفى بن بادة

الجمهورية الجزائرية الديمقراطية الشعبية

وزارة التجارة

المديرية العامة للرقابة الاقتصادية وقمع الغش

دليل مفتش قمع الغش



حي زرهوني مختار، (حي الموز سابقا)،

الجزائر الهاتف : 021.89.00 .75/74

الفاكس : 021 89 00 34

www.mincommerce.gov.dz